

***l'Anti*capitaliste**

n°242 | 15 mai 2014 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

UE-RUSSIE LEUR EUROPE C'EST LA

GUERRE

**Solidarité des
travailleurs et
des peuples !**

REUTERS / BAZ RATNER

Dossier

***Des listes anticapitalistes
pour prendre nos affaires
en main! Pages 6 et 7***



ÉDITO

Leur campagne et la nôtre...
Page 2

PREMIER PLAN

15 mai : entre colère et attentisme
Page 2

ACTU INTERNATIONALE

**Afrique du Sud : après les votes,
une période agitée? Page 5**

LIBRE EXPRESSION

**Europe forteresse : entretien avec
Olivier Clochard (Migreurop) Page 12**





Par YVAN LEMAITRE

Leur campagne et la nôtre...

Nul besoin d'être prophète pour prévoir que le résultat des élections européennes sera l'expression d'un double rejet: d'abord celui du gouvernement PS-Medef et de sa politique, ensuite celui des partis institutionnels, d'une démocratie truquée. La grande majorité des électeurs n'ira pas voter car ils pensent que tout ce qu'on leur demande, c'est de donner par avance une légitimité à une politique qui leur est hostile, de signer un chèque en blanc aux grands partis qui ne font qu'exécuter les desiderata des banques et des multinationales, hors de tout contrôle et sans la moindre transparence. Et en prime, PS, UMP, FN se payent la tête du client! Le PS distribue des tracts dénonçant l'austérité, la concurrence et le dumping social, à croire qu'il n'est pas au gouvernement, alors que l'UMP s'agit pour faire oublier ses propres responsabilités dans les attaques engagées contre le monde du travail tant au niveau hexagonal qu'euro-péen. Certains comme Guaino ou Wauquiez mettent tellement de zèle à rejeter leur propre politique qu'ils refusent d'appeler à voter pour les listes de leur parti! Et le PS comme l'UMP agitent l'épouvantail du FN pour convaincre de voter pour eux, avec tant de zèle que ce dernier s'apprête à ramasser la mise en flattant les pires préjugés. Pour nous, l'enjeu de cette campagne est tout autre, à l'opposé. Il est de contribuer à offrir une perspective à toutes celles et ceux qui rejettent tant la France capitaliste que l'Europe capitaliste comme les partis qui la servent. Le monde du travail ne doit pas s'abstenir de faire de la politique, de faire sa politique pour défendre ses propres intérêts, combattre l'austérité et le chômage, mettre les financiers et le grand patronat hors d'état de nuire. Nous défendons une perspective internationaliste parce que nous savons qu'il n'y a pas de réponse à la crise du capitalisme dans le cadre de l'Europe forteresse ou des frontières nationales, sans la solidarité et la coopération des travailleurs et des peuples par-delà les frontières. La droite et l'extrême droite, comme la gauche, nous disent défendre la France, voire, pour certains, dénoncent « l'Europe allemande ». Leur démagogie nationaliste voudrait étouffer la voix des classes exploitées qui sont les seules à pouvoir sortir la société de la régression sociale. Les luttes ignorent les frontières.

BIEN DIT

Ce sont des néo-nazis hébreux. Ces groupes bénéficient du soutien de nombre de nationalistes et même de législateurs racistes ainsi que de rabbins qui leur fournissent une justification pseudo-religieuse.

Le célèbre auteur israélien Amos Oz, à propos des extrémistes juifs auteurs d'une vague d'actes racistes contre les chrétiens et les musulmans, dans Libération du lundi 12 mai.

À la Une

Ukraine: la guerre d'Odessa

La tragédie d'Odessa – l'incendie criminel de la Maison des Syndicats où plus de quarante manifestantEs et militantEs « pro-russes » ont péri – est en train de condenser une terrifiante guerre des « interprétations », prélude d'une possible guerre tout court.

Les mots, comme les images, sont importants et mobilisent les consciences, comme dans l'ex-Yougoslavie, contre un « plus jamais ça » où toute contestation des faits devient du « révisionnisme »: on parle du « pogrom » d'Odessa, d'un incendie évoquant de tristement célèbres populations enfermées et brûlées par les nazis. Cela relaie désormais dans les milieux antifascistes, ce que furent, en Crimée comme à Donetsk, les affiches « électorales » appelant aux référendums. Celles-ci assimilaient Maïdan, Kiev et toute l'Ukraine à des violences « nazies ». La logique d'une « appartenance historique » à la Russie est mobilisée, comme dans les discours de Poutine, qui peut, ensuite « appeler au dialogue ».

Histoire contre enjeux sociaux et politiques

Détournant des enjeux réels qui concernent toute la société ukrainienne, la réalité « historique » de l'indépendance de l'Ukraine est niée. Elle a pourtant été massivement votée en 1991, toutes régions confondues (sauf la Crimée). Le problème ne réside pas en soi dans le pseudo-référendum du Donetsk s'il ne s'agissait que d'une démonstration politique: Roman Lyagin, directeur du comité électoral de la « République de Donetsk », avait assuré: « Nous voulons juste déclarer notre autodétermination (...) mais nous ne cesserons pas d'être une partie de l'Ukraine, nous ne deviendrons pas une partie de la Russie, nous allons juste dire au monde que nous voulons des changements » (selon la Tribune.fr de ce lundi 12 mai). Malheureusement, c'est une autre logique qui tend à se consolider. Chef autoproclamé de Donetsk, Denis Pouchiline a jugé inutile d'attendre la fin du vote pour donner son interprétation des résultats. Car il s'agit de nier toute légitimité à une quelconque consultation libre

et réelle des populations locales. L'hymne ukrainien est déjà interdit. L'attaque armée d'une manifestation pacifique en faveur de l'unité ukrainienne par une milice de plusieurs centaines d'hommes (à Odessa, avant l'incendie), et, dès le lundi 12 mai, la demande à la Russie d'envisager l'« absorption de la République populaire de Donetsk au sein de la Fédération de Russie », préparent un simple « retour à l'Histoire ». On ne débat pas « l'Histoire », pas plus qu'il ne s'agit de boycotter l'élection présidentielle du 25 mai: c'est son interdiction dans la nouvelle « république » qui est proclamée. Qu'ont exprimé les habitants lors du référendum? Les « Non » ne sont pas venus. Les autres ont exprimé une aspiration « souveraine »: l'espoir d'un rattachement à la Russie pour des raisons historiques ou l'espoir d'y vivre comme dans l'ex-URSS;

aussi et largement contre le gouvernement de Kiev, son « opération anti-terroriste », contre l'horreur du drame d'Odessa et des morts; pour « être respectés », avoir une autonomie de gestion régionale avec reconnaissances de plusieurs langues officielles; en défiance envers des politiques de Kiev et du FMI aggravant encore la situation sociale désastreuse. Mais certainement pas la volonté de divorcer de l'Ukraine. Ces enjeux-là peuvent tous être débattus et entendus dans toute l'Ukraine.

L'auto-organisation comme enjeu

Maïdan était un mouvement de masse, indigné contre les violences et la corruption du régime. Il se défiait de tous les partis et leaders, sans être « représenté » par un gouvernement des partis qu'il est possible de combattre, sans

l'assimiler à un putsch fasciste. Aucun dirigeant dit de Maïdan ne perce dans les sondages. Mais dans le Donbass, il y a d'abord des leaders autoproclamés et violents appuyés sur des groupes armés composites, en partie issus de la décomposition de l'appareil et où le rôle des services de sécurité russes est tout autant certain que celui de Washington à Kiev. L'auto-organisation de masse des travailleurs et citoyenEs de toutes les régions est la seule garantie de paix. Les travailleurs de Kryvyi Rih ou de Krasnodon montrent la voie. Il faut les soutenir, contre le FMI et les oligarques; contre les violences et la guerre; contre les idéologies réactionnaires d'une extrême droite « anti-russe » ou « eurasienne » et « anti-ukrainienne »; contre les logiques de grande puissance russe ou/et occidentales. Catherine Samary



15 MAI

Entre colère et attentisme



Pour la journée d'action nationale dans la fonction publique du jeudi 15 mai appelée par l'ensemble des syndicats de salariéEs, ce ne sont pas les motifs qui manquent de se mobiliser...

Les cadeaux du gouvernement au patronat rendent incontournable des attaques brutales contre l'ensemble des services publics. L'objectif est d'ailleurs clairement annoncé: 50 milliards d'économies frappant des secteurs essentiels pour la vie de toutes et tous, et notamment de toutes celles et ceux pour lesquelles les services publics, de l'État

aux collectivités territoriales, sont essentiels.

La continuité des attaques contre le service public

Au programme du gouvernement pour les trois prochaines années, la poursuite de la Modernisation de l'action publique (MAP), sinistre recyclage de la Révision générale des politiques publiques sarkozyste (RGPP), synonyme de suppression de milliers

Un monde à changer

JACKPOT. Bouygues touche le jackpot et licencie... Lundi 12 mai a été annoncé que Bouygues Telecom préparait un vaste plan de d'économies qui passerait par la suppression de 1500 à 2000 postes, soit 23% des effectifs. Il a d'abord été dit que ce plan devait être annoncé après les élections européennes mais les événements pourraient s'accélérer : un comité central d'entreprise serait convoqué pour le jeudi 15 mai. Certes Bouygues Telecom a perdu des plumes dans la période récente, notamment en raison de l'arrivée sur le marché des offres « low cost » comme celle de Free. Selon certains, le plan d'économie serait également une conséquence du récent échec du rachat de SFR. Et pourtant, le groupe Bouygues s'apprête à toucher le jackpot avec les manœuvres en cours autour d'Alstom : avec 29,4% du capital (plus de la moitié de la part française de l'actionnariat), Bouygues est depuis 2006 l'actionnaire

de référence avec deux représentants au conseil d'administration (qui compte quatorze membres). Et il ne fait aucun doute que Patrick Kron, le PDG d'Alstom, a en amont obtenu le soutien de son actionnaire principal, car, comme le disent les *Échos* du 5 mai 2014, « rien chez Alstom ne pouvait se faire sans son accord ou contre son gré ». Avec la proposition de General Electric, saluée à l'unanimité par le conseil d'administration d'Alstom, de reprendre pour 12,35 milliards d'euros l'activité dans l'énergie, Bouygues pourrait espérer récupérer 2 milliards d'euros. Par ailleurs, il resterait présent dans les activités transport d'Alstom. Gageons que Bouygues s'opposera à toute proposition moins juteuse pour lui ! En conclusion, le groupe Bouygues va bien, le cours de l'action a progressé de près de 19% depuis le 1^{er} janvier 2014... et les salariéEs trinquent !

HOLLANDE

La vérité si je mens !

Dans une interview au *Journal du dimanche* début mai, Hollande annonce que le « le retournement économique arrive ». Hollande a menti dès le départ de son septennat en nous disant que la finance était son ennemi et il ment aujourd'hui en parlant de retournement économique à seule fin de justifier le plan Valls.

En fait de retournement, comme les autres pays de la zone euro, la France est passée de la récession à une quasi-stagnation. En 2013, le produit intérieur brut (PIB qui mesure les ressources nouvelles créées au cours d'une année) a progressé de 0,3%. Les prévisions gouvernementales françaises pour 2014 et 2015, pourtant poussives (1% cette année, 1,7% l'an prochain) sont jugées trop optimistes par les organismes internationaux (ODE, Commission européenne). Le début d'année 2014 n'est pas bon. Ainsi en mars, la production de l'industrie manufacturière française a reculé de 0,7% par rapport au mois précédent. Le recul est patent pour presque tous les secteurs d'activité : métallurgie, chimie, pharmacie, automobile, agroalimentaire... La faible croissance se répercute sur le chômage : l'OCDE ne prévoit pas d'embellie sur le front de l'emploi avant fin 2015, et encore de manière « marginale ». D'ailleurs, le ministre du Travail, François Rebsamen, fait preuve de prudence : il s'est ainsi fixé mardi 13 mai l'objectif de passer sous la barre des trois millions de demandeurs d'emploi sans activité « vers la fin de ce quinquennat »,



Puisque je vous dis qu'il arrive, le retournement... DR

contre 3,349 millions actuellement. Certes, la croissance n'est pas la solution à tous les maux. Si on prenait la transition écologique au sérieux, il y aurait d'autres moyens d'accroître à la fois l'emploi et la qualité de vie au travail et hors travail. Mais cela supposerait de rompre avec le capitalisme. Autant dire que ce n'est pas pour demain : dans l'immédiat, l'emploi dépend largement de la croissance. Il y a donc de quoi être pessimiste.

Vers de nouvelles mesures d'austérité

Les mesures annoncées par Valls auront dans les mois qui viennent un

effet récessif supplémentaire. Avec une consommation des ménages en berne qui a reculé au 1^{er} trimestre, l'austérité qui comprime la demande de l'État et des autres organismes publics, et une incertitude sur le commerce extérieur (la demande adressée à la France par les autres pays est aussi affectée par les politiques d'austérité ou bien par le taux de change de l'euro), on voit mal pourquoi les entreprises investiraient quand que le taux d'utilisation des capacités de production reste faible (inférieur à 80%).

Il est donc peu probable que les objectifs gouvernementaux de réduction des déficits publics

puissent être tenus. La Commission européenne s'en inquiète d'ailleurs puisqu'elle prévoit un déficit public de la France en 2015 à 3,4% du PIB au lieu des 3% annoncés. De nouvelles mesures d'austérité sont donc vraisemblables, pesant sur les perspectives de croissance. Mais il faut bien comprendre que la politique de Valls-Hollande a d'autres objectifs que la croissance et la baisse du chômage. En prenant aux catégories populaires pour distribuer aux entreprises, il s'agit à terme d'essayer de faire redémarrer le capitalisme français avec un appareil productif remodelé, une protection sociale réduite et des salaires abaissés (dans l'industrie automobile américaine, les nouveaux embauchés gagnent un peu plus de la moitié des salariés plus anciens) tandis que les actionnaires continueront de se gaver.

Dans son entretien au *JDD*, Hollande annonçait : « *Clarté, visibilité et stabilité. Les Français connaissent l'histoire des trois prochaines années* ». En réalité, sans craindre de se tromper, on peut dire que ce sera : « chômage, précarité et inégalités » enrobés dans le mensonge permanent.

Henri Wilno

d'emplois. Une réforme qui signifie dégradation des conditions de travail et remise en cause de l'accès égal à des services publics de qualité. Avec en « bonus » une déclaration de guerre qui devrait fédérer les colères : le gel de la valeur du point d'indice... jusqu'en 2017. La seule perspective est l'ouverture de négociations autour des questions des parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR). Des négociations encore plus bidon dans la mesure où la ministre Marisol Touraine ne disposera d'aucune marge de manœuvre.

Un attentisme certain

Dans cette situation, la journée du 15 mai est une échéance qui doit permettre

de vérifier la volonté des personnels de s'opposer à la politique gouvernementale. Mais si les attaques sont sévères, bien des contradictions traversent les rangs des salariéEs de la fonction publique.

Ces fonctionnaires tant décriés par la droite constituaient jusqu'à récemment une des bases électorales les plus solides des gouvernements de gauche et des bastions de principaux syndicats. Par sa politique tellement semblable à celle de la droite, la gauche de gouvernement a contribué au lâchage de son électorat et au désarroi revendicatif. De même, les tergiversations syndicales, faites de dialogue social, de critiques modérées, voir de soutien

aux réformes (dans l'éducation nationale), ont désarmé des équipes militantes subissant des retours sceptiques des salariéEs. Et les échecs des mobilisations sur les retraites, contre le Pacte de compétitivité, font encore hésiter les personnels à s'engager dans un affrontement prolongé.

Dépasser doutes et hésitations

La journée s'annonce donc comme une étape test dans la construction des mobilisations contre le pacte de responsabilités et ses conséquences. Évidemment la multiplications des dates de mobilisations dans les différents secteurs ne facilite pas les convergences : 17 mai

22 mai mobilisation des cheminotEs, 3 juin manifestation des retraitéEs. Pourtant des volontés de convergences se manifestent. Les manifestations de ce jeudi s'inscrivent, dans des villes comme Marseille, Rouen ou Toulouse, dans des processus qui lient l'unité d'action à une opposition claire à la politique gouvernementale. La fédération métallurgie CGT a placé son « temps fort » d'une semaine de mobilisation à la visibilité faible, ce jeudi.

Le « virus » de l'unité et du combat contre le gouvernement inoculé par la mobilisation du 12 avril et la construction de ses suites n'est pas totalement étranger à ces initiatives. Ce sera d'ailleurs aussi un test pour les organisations

CGT de la fonction publique fortement engagées dans la construction du 12 avril, et qui se trouvent dans le collimateur de la direction confédérale qui ne se résout toujours pas à s'engager dans une opposition résolue au gouvernement. C'est avec l'objectif de la réussite de cette journée que les militantEs du NPA se sont inscrits dans sa préparation et ont œuvré pour que les équipes militantes, tous syndicats confondus la construisent. L'opposition à la politique du gouvernement, que nous défendons aussi dans le cadre des élections européennes, doit trouver maintenant un ancrage véritable dans les mobilisations.

Robert Pelletier

Le chiffre

46 200€ le m²

C'est le prix auquel le patron des boulangeries Paul, Francis Holder, vient de vendre un appartement de 173 m² à Paris. Somme totale : 8 millions d'euros. La ville de Paris le lui avait vendu 3,1 millions d'euros en 2007...



Agenda

Jeudi 15 mai, réunion publique, Tarbes. Avec Philippe Poutou, à 18h à la Bourse du travail.

Vendredi 16 mai, réunion publique, Montpellier. Avec Philippe Poutou, à partir de 19h salle Jacques-1^{er}-d'Aragon (117 rue des États-Généraux).

Samedi 17 mai, réunion publique, Uzès. Avec Philippe Poutou, à 18h à la Mairie.

Mardi 20 mai, réunion publique, Albi. Avec Philippe Poutou, à 20h30 maison de quartier Cantepau.

Mardi 20 mai, réunion publique, Alençon. Avec Christine Poupin, à 20h30 salle Baudelaire.

Mardi 20 mai, réunion publique, Poitiers. Avec Pierre Le Ménahès, à 20h30 salle Timbaud, Maison du Peuple.

Mercredi 21 mai, réunion publique, Perpignan. Avec Philippe Poutou, à 19h salle des Libertés, 3 rue Edmond-Bartissol.

Mercredi 21 mai, réunion publique, Strasbourg. Avec Gaël Diaferia, Alain Krivine et Marcel Wolff, à 20h à la maison des syndicats.

Mercredi 21 mai, réunion publique, Rennes. Avec Pierre Le Ménahès, à 20h au 11 rue des Flandres.

Mercredi 21 mai, réunion publique, Caen. Avec Christine Poupin, à 20h30 salle du Calvaire Saint-Pierre.

NO COMMENT

Notre territoire, privé de la protection de ses anciennes frontières par les traités européens, renoue dans les villes mais aussi dans les campagnes avec les grandes razzias, pillages d'autrefois (...) Les grandes invasions d'après la chute de Rome sont désormais remplacées par des bandes de Tchétchènes, de Roms, de Kosovars, de Maghrébins, d'Africains, qui dévalisent, violentent ou dépouillent.

Le « journaliste » ERIC ZEMMOUR, mardi 6 mai, dans sa chronique radio sur l'antenne de RTL

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES

Enterrement de première classe

Le 7 mai dernier, Hollande s'est félicité du franchissement par l'Europe d'une « étape majeure » allant « dans le sens de ce qu'a toujours défendu la France ». Les ministres des Finances des 11 pays membres étaient en effet parvenus à s'entendre la veille sur la première étape de la mise en œuvre d'une taxe sur les transactions financières...

Celle-ci verra le jour en Europe en 2016 et ne concernera en réalité qu'une part réduite des produits financiers. Plus franc que Hollande, le quotidien financier les Échos donnait son diagnostic : « une taxe sur les transactions financières (TFF) qui soit une véritable taxe Tobin ne verra probablement jamais le jour ».

James Tobin est un économiste américain qui, effaré par l'ampleur des transactions sur les monnaies (achats et ventes), a émis en 1972 l'idée de les taxer pour limiter leur effet déstabilisateur sur les économies. Comme les spéculateurs jouent sur des variations limitées des taux de change, l'idée est qu'une taxe, même à un faible taux, découragerait de nombreuses opérations. Attac en 1998 a repris la proposition de Tobin mais en l'étendant à l'ensemble des transactions financières. Le NPA s'est inscrit dans le mouvement militant en faveur d'une telle taxe tout en en soulignant les limites : elle ne suffirait pas à faire face à la spéculation financière, il reste nécessaire d'instaurer des contrôles de tous les mouvements de capitaux et de socialiser le système bancaire.



Quand Hollande faisait semblant de combattre la finance... DR

Vidé de tout contenu

Dans le contexte de la crise de 2008, des gouvernements (notamment la France et l'Allemagne), le Parlement européen, la Commission de Bruxelles se sont prononcés en faveur de la taxe. Il s'agissait en fait de faire un contre-feu par rapport au mécontentement populaire suscité par les milliards d'euros de soutien aux banques sans contrepartie.

Ensuite, au fil des conseils des ministres et de chefs d'État européens, le projet s'est plus en plus vidé de son contenu. Au mépris des engagements pris par les uns et par les autres : Hollande dans son célèbre discours du Bourget en janvier 2012, Merkel dans l'accord de coalition conclu en novembre 2013 avec les sociaux-démocrates allemands. D'autant que s'agitaient les lobbies bancaires. Ceux-ci ont été entendus, notamment par les socialistes français : à l'été 2013, le ministre de l'Économie et des Finances de l'époque, Pierre Moscovici a subitement rétrogradé, en dénonçant la « proposition excessive » de la Commission. Dans le projet adopté il y a quelques jours par les ministres européens, la taxation des produits dérivés est donc repoussée aux calendes grecques. Le projet initial de la Commission prévoyait 35 milliards de recettes, la taxe devrait finalement rapporter quelque 5 milliards... Elle est moins ambitieuse qu'une taxe existant déjà en Grande-Bretagne et appelée « stamp duty » (droit de timbre).

L'ONG anglaise Oxfam dénonce le « trompe-l'œil », et Attac s'indigne du rôle majeur de la France de Hollande dans cette reculade. Le capital a gagné : ce n'est pas étonnant quand on voit l'empressement des gouvernements européens, de droite et de gauche, à exaucer le moindre de ses vœux.

Henri Wilno

FRONT DE GAUCHE

La forme et le fond

On se souvient des tensions internes au Front de gauche pendant les municipales, notamment entre le PCF et le PG à propos des rapports avec le PS. Durant cette période, Pierre Laurent et Jean-Luc Mélenchon ne se parlaient plus, à tel point qu'il nous fut impossible d'ouvrir un débat NPA-Front de gauche sur les européennes...

Puis, les municipales terminées, les deux principaux partenaires du Front se rencontrèrent rapidement pendant plusieurs jours pour arriver à un accord sur les têtes de liste pour les Européennes : deux sortants pour le PCF plus une « sympathisante », trois pour le seul PG, une pour Ensemble. Un accord tellement laborieux qu'à notre demande de discussion, on nous répondit que « c'était trop tard »... En fait, l'accord était fragile mais indispensable pour les deux partis qui s'inscrivent dans le cadre de la liste du Parti de gauche européenne. Ce regroupement international est dirigé par Pierre Laurent et Alexis Tsipras de Syriza. On y trouve aussi le parti allemand Die Linke... qui dirige des régions avec le SPD, comme à Berlin.

L'unité est un vrai combat !

L'accord signé pour les Européennes entre le PCF et le PG est jugé acceptable mais « non satisfaisant » par le PCF et Pierre Laurent qui regrette la place trop faible laissée au PCF. Et depuis, le débat a repris et s'est même envenimé...

Furieuse d'avoir été évincé des « éligibles », la direction de Gauche unitaire hurle à l'exclusion : « Trop c'est trop ! » s'indigne Christian Piquet dans une longue lettre adressée à ses partenaires du Front de gauche : « Comme vous le savez, celles et ceux qui ont fondé Gauche unitaire ont rompu avec le NPA en 2009. Ce n'est pas pour reprendre à présent le discours de cette dernière organisation et d'une extrême gauche se complaisant dans son impuissance » et d'annoncer que la direction de la GU suspendait sa

participation à la direction du FdG. Cela alors que sa minorité dirigée par Francis Sitel annonçait, elle, sa rupture avec la GU et son adhésion à Ensemble.

Effets de tribunes

Du côté du PCF, le débat s'envenime. L'Humanité a notamment publié récemment trois tribunes, qui ont en commun de critiquer la direction actuelle du PCF et Mélenchon... mais sous des angles opposés.

Le premier texte, signé par des économistes et par l'ex-proche de Georges Marchais, Nicolas Marchand, estime qu'il faut arrêter d'être « contre », être « pour » une alternative en positif, ce

qui passe par un rassemblement... où le PCF joue un rôle central. Le deuxième texte rassemble de nombreux dirigeants fédéraux dont celui de Paris, des dirigeants nationaux comme André Chassaigne, des syndicalistes comme l'ex-cheminot Didier Le Reste. Il s'oppose à l'« autonomie » prônée par Mélenchon et souhaite un large rassemblement « à la base », sans forcément la médiation d'un Front de gauche mais avec un PCF « ouvert ». Enfin un troisième texte est signé par le responsable à la culture du PCF, André Hayot, qui trouve que, « dans sa forme actuelle, le Front de gauche ne fait pas envie »... Historien de ce courant politique,

ex-PCF et actuellement membre d'Ensemble, Roger Martelli en conclut : « Le Front de gauche a besoin de vivre et donc de bouger. Du côté « plus et mieux », pas du côté « moins »... »

Derrière les bagarres d'appareils

Et pendant ce temps, Mélenchon se paye les journalistes du Monde et de Libération avec une violence et une virulence qui fait grincer des dents au sein du FdG... En fait, dans toute cette confusion, il y a d'abord des jeux d'appareil et des bagarres pour les postes, dont les petites formations se trouvent de fait exclues : ainsi, Piquet, même élu conseiller régional de Midi-Pyrénées en 2010 grâce au PCF, ne pèse rien avec ses quelques dizaines de militantEs.

Il y a ensuite un débat politique, plus ou moins caché, mais sur des questions de fond essentielles : quel rapport avec les institutions ? Avec le mouvement social ? Avec l'internationalisme ? Par exemple, sur cette dernière question, il y a vraiment de quoi débattre, surtout quand on voit la tête de liste de l'Est, Gabriel Amard (PG), titrer un tract en vue d'une réunion publique à Besançon : « Non à l'Europe allemande ! »

Avec le Front de gauche, le PCF avait réussi provisoirement à stopper son hémorragie électorale et militante, Mélenchon à se refaire une virginité après avoir quitté le PS, et des petits groupes, pour la plupart issus de la LCR ou du NPA, à faire semblant de jouer dans la cour des grands. Mais dans cette situation de crise exceptionnelle, l'heure des choix a sonné. Alain Krivine



FRONT NATIONAL ET EUROPÉENNES

Le parti du rejet

Zéro pointé en histoire-géographie, recalé ! C'est la première réaction qu'impose le matériel de campagne du FN pour les élections européennes...

Dans un tract distribué dans les huit méga-circonscriptions du scrutin européen, mais qui figure aussi sur le site internet d'Aymeric Chauprade, leur tête de liste en Île-de-France, supposé « spécialiste de géopolitique », le public est mis en garde contre une adhésion de la Turquie à l'Union européenne, l'un des principaux thèmes de campagne du FN, sauf que le sujet est illustré par un drapeau... tunisien, au lieu de celui de la Turquie.

On ne peut pas tout savoir, lorsqu'on est « spécialiste de géopolitique », et que l'on consacre principalement son temps à la justification de la politique de Poutine. Ainsi, Chauprade a observé en direct le « référendum » en Crimée du 16 mars dernier, auquel ni journaliste ni observateur indépendant n'avaient accès... Il est aussi « spécialiste » de la diffusion de théories du complot. Officier supérieur de réserve de la marine (sans jeu de mot...), Chauprade avait dispensé à partir de 2002 des « cours de géopolitique » au Collège interarmées de défense (CID). Or, cette charge d'enseignement auprès des militaires lui a été retirée en 2009, parce qu'il avait, entre autres, trop appuyé des

théories du complot à propos des attentats du 11 septembre.

« Minorité de blocage » ?

Si les sondages sont confirmés par les urnes, le parti d'extrême droite français pourrait devenir le premier parti politique du pays. Sa force se nourrit bien évidemment de la faiblesse des autres, ou plutôt du rejet des autres partis qui se sont succédé au gouvernement, mais aussi des politiques mises en œuvre au niveau de l'Union européenne. Lors de son discours du 1^{er} mai à Paris (devant environ 5 000 à 6 000 personnes), Marine Le Pen avait appelé à transformer le scrutin en expression d'un « rejet de la construction européenne », mais aussi de Hollande, pour forcer ce dernier à une dissolution de l'Assemblée nationale. Dramatisant les enjeux à travers une formule pathétique, rappelant le rejet du Traité constitutionnel (TCE) au référendum du 29 mai 2005, Marine Le Pen s'est exclamée : « L'esclave dit Oui ! L'homme libre dit Non ! » Dans son matériel de campagne, le FN fustige entre autres la non-réalisation de la promesse du PS d'une « Europe sociale ». Il vitupère ainsi « l'austérité pour tous afin de sauver l'euro et

Le 1^{er} mai du FN... DR

les banques ». Aucune proposition visant à peser pour d'autres politiques, d'autres choix au niveau européen n'émane du FN. Le parti se présente clairement dans l'unique but de « bloquer l'avancée de la construction européenne », dicit Marine Le Pen : « On va exactement à l'endroit où nous devons être, pour représenter cette minorité de blocage qui va éviter plus d'austérité, plus de perte de substance pour la France. »

Ainsi, le FN ne tente pas d'apparaître comme « constructif ». C'est ce qu'essayent d'utiliser contre lui les principaux partis de la bourgeoisie, l'UMP et le PS, tirant leur argument de l'absence fréquente des eurodéputés

du FN. Marine Le Pen et son père auraient ainsi un taux de présence respectif de 66 % et de 67 % lors des séances du Parlement européen, contre une moyenne de 83 % pour les eurodéputés français (84 % pour l'ensemble des députés). Il n'est pas sûr, cependant, que l'argument interpellé tellement les classes populaires...

Soulignons, enfin, que Marine Le Pen rencontre des résistances croissantes lors de sa tournée électorale. Ces dix derniers jours, elle a ainsi été chahutée sur le marché de Sotteville-lès-Rouen (cf. L'Anticapitaliste n°241), puis au Mémorial de Caen.

Bertold du Ryon

AFRIQUE DU SUD

Après les votes, une période agitée ?

Malgré les 62 % de l'ANC, pas de cris de victoire, pas de grandes fêtes spontanées dans les townships au moment de la proclamation des résultats du scrutin législatif sud-africain. À l'image de Jacob Zuma, qui a « modestement » remercié les électeurs d'avoir porté une nouvelle fois son parti au pouvoir, le ton des commentaires de presse ce lundi est empreint soit de nostalgie à la limite de la déception pour Daily Maverick (l'équivalent de Mediapart), soit de recadrage directif dans Business Day qui exhorte l'ANC à « rapidement renouer la confiance avec les investisseurs »...

En ce lendemain d'élections, l'heure est aux interrogations sur le succès électoral de l'ANC, qui, paradoxalement, est analysé par certains comme n'étant pas celui de Jacob Zuma.

Un nouveau mandat pour quoi faire ?

Ces interrogations sont justifiées par le bilan des 4 présidences de l'ANC depuis son avènement en 1994. Après 20 ans de pouvoir exclusif, la déception est manifeste, voire, dans ces dernières années, bruyante. Les grèves, notamment dans le secteur minier, sont de plus en plus dures et les affrontements dans les townships, qu'ils soient ruraux ou proches des grands centres urbains, sont quotidiens. Une seule revendication, le pouvoir d'achat et la redistribution, plus généralement le respect de l'unique slogan de l'ANC : « For a better life » (« Pour une vie meilleure »). L'ANC n'aborde pas ce nouveau mandat au meilleur de sa forme. La division au sein de sa direction est à la hauteur des enjeux. La destitution « soft » de Thabo Mbeki en 2008 qui a conduit à l'élection de Jacob Zuma et les soupçons de corruption et de mal-gouvernance qui éclaboussent aujourd'hui ce dernier ont pesés lourdement sur la campagne électorale. Le parti a fait corps autour de son candidat mais à son corps défendant, à l'image de ses électeurs. Un sondage révélait avant le scrutin que 51% des électeurs potentiels de l'ANC ne souhaitaient pas la reconduction de Zuma.



Au seuil de ce nouveau mandat, l'ANC se trouve devant l'éternelle alternative : établir la confiance des travailleurs et maintenir celle des milieux d'affaires et des investisseurs.

Une redistribution des rapports de forces sociaux ?

C'est ainsi que le tout jeune parti EFF (Economic Freedom Fighter) dont le dirigeant, Julius Malema, a été exclu de l'ANC et de son organisation de jeunesse (ANCYL) en février 2012, analyse son succès électoral. Après tout juste un an d'existence, son score, 6,2%, le place en troisième position. Ce n'est pas un cas unique dans l'histoire électorale de l'Afrique du Sud démocratique : en 2009, un nouveau parti, le COPE, également formé par d'anciens dirigeants de l'ANC, avait obtenu un score plus important... pour ne pratiquement

pas survivre en 2014. La différence entre COPE et EFF est décisive, alors que les premiers ne sont apparus que comme une rivalité d'intérêts d'appareil, EFF s'est construit et a gagné son audience en lien avec le mouvement ouvrier.

Julius Malema a fait du massacre des 34 mineurs grévistes de la compagnie minière Lommin à Marikana, en août 2012, le point de rupture avec l'ANC, et son soutien total au syndicat AMCU (Association of Mineworkers and Construction Union) qui vient de se constituer en opposition avec le traditionnel NUM (National Union of Mineworkers), un des piliers de la confédération syndicale Cosatu et puissant allié de l'ANC.

Une triple alliance gouvernementale fragilisée

La stratégie politique de l'ANC depuis

la lutte contre l'apartheid et ses conséquences électorales depuis 1994, a reposé sur son alliance avec le Parti communiste et la confédération syndicale Cosatu. La constitution de cette dernière pendant la lutte a été l'élément décisif de la victoire et ce fut l'intelligence et la clairvoyance politique des dirigeants ANC de l'époque que de faire du syndicat et de la classe ouvrière le centre de la lutte. Le mandat de Jacob Zuma, les grèves dures dans les mines, les scandales financiers, le fossé social qui ne cesse de s'approfondir ont mis à mal cette stratégie d'union au sommet. À tous les congrès de Cosatu, la question de l'indépendance du syndicat vis-à-vis du pouvoir politique a été posée sans aboutir. L'année dernière, la décision d'écarter Zwelinzima Vavi, secrétaire général confédéral, sur un mode très stalinien a divisé toutes les instances du sommet à la base et justifié le rejet par la fédération des métallurgistes (NUMSA) du soutien inconditionnel de Cosatu à l'ANC.

Ce nouveau mandat laisse présager pour l'ANC une période mouvementée pendant laquelle il lui sera difficile de maintenir son statut de mouvement unificateur. La pression des luttes sociales pourrait s'avérer plus lourde à gérer que durant ces 20 dernières années, en raison, notamment, de la diversité syndicale et politique. L'Afrique du Sud pourrait connaître un vrai débat d'orientation et non plus une unité factice autour d'intérêts d'appareils.

Anne Dissez

Le monde en bref

Grèce L'enjeu des élections

Dimanche 18 mai a lieu en Grèce le premier tour des élections municipales et régionales, le second tour coïncidant avec les élections européennes. Ce scrutin se déroule dans une ambiance relativement atone, une ambiance recherchée par le gouvernement. Il faut dire que si les sondages mettent côte à côte Syriza et la droite, le Pasok, même enrôlé dans une coalition bidon (Elia), s'effondre. Autant éviter les débats publics, surtout que les moindres parades d'officiels sont souvent saluées par des manifs, comme le week-end dernier contre le responsable de la fermeture de la radio-télé publique, attendu en Crète par les travailleurEs licenciés. La grande bataille du Premier ministre Samaras, c'est de faire croire urbi et orbi que tout va bien mieux, quitte à changer la traduction du terme employé par Merkel pour la Grèce : mesures « d'austérité » est devenu « d'assainissement », ce qui a provoqué une large indignation. Cette entreprise idéologique s'inscrit dans un inquiétant climat de répression : des manifs interdites, des proches du Premier ministre au langage anticommuniste des années 50... La réalité sociale ? De 2008 à 2013, 1 million de licenciements (3 800 par semaine) pour 11 millions d'habitants, aujourd'hui 20% d'enfants non vaccinés... Et chaque jour, de nouvelles mesures de misère. Si les résistances continuent à être fortes (belles manifs du 1^{er} Mai), les réponses politiques à gauche seront bien sûr décisives. À suivre.

D'Athènes, A. Sartzekis

COMMUNIQUÉ DU NPA

Pour la libération des lycéennes nigériennes, pour le droit aux études de toutes les jeunes filles dans le monde !

Il y a presque un mois, environ 200 jeunes filles ont été enlevées dans un lycée nigérien et une dizaine d'autres ont été enlevées une semaine plus tard. La plupart de ces jeunes filles sont actuellement retenues prisonnières par la secte islamiste Boko Haram. Par le biais d'une vidéo abjecte, le leader de cette secte a annoncé l'avenir qu'il réserve à ces jeunes lycéennes : le viol et l'esclavage. (...) L'État français qui a été, ces derniers temps, prompt à intervenir en Afrique pour soi-disant y défendre les droits de l'homme et la démocratie, a, sur ce sujet, été bien long à s'exprimer. Cela montre bien que le combat contre les violences faites aux femmes ne fait absolument pas partie des priorités de la politique étrangère de la France.

Au Nigeria, les proches de ces jeunes filles ont spontanément manifesté leur désarroi, leur colère, et surtout leur volonté de voir revenir les lycéennes. La mobilisation s'est poursuivie sur les réseaux sociaux, et une pétition lancée par Ify Elueze, une Nigérienne résidant en Allemagne, a lancé le slogan fédérant la mobilisation : « Bring back our girls! ». (...) La campagne médiatique continue, pour faire pression sur le gouvernement nigérien et sur les gouvernements du monde entier, afin que des moyens, déterminés en accord avec leurs proches, soient réellement déployés pour retrouver ces jeunes filles. Rappelons cependant que les interventions armées ne pourront que provoquer de nouveaux drames pour les femmes.

Des actions de solidarité, initiées par des associations de défense des droits des femmes, sont prévues dans les jours et semaines qui viennent (...). Le NPA s'associe évidemment à ces initiatives, pour réclamer la libération de ces jeunes filles, et défendre le droit pour toutes, dans toutes les régions du monde, à l'accès à l'éducation, à l'instruction, et à l'autonomie.

Montreuil, le 12 mai 2014

CENTRAFRIQUE Le financement du chaos

Démenti sévère pour l'état-major de l'armée française qui nous expliquait il y a quelque temps que la situation allait en s'améliorant en Centrafrique. Même à Bangui, pourtant quasiment vidée de sa population musulmane, l'insécurité continue à régner. Dans le reste du pays, la situation empire avec près d'une centaine de morts ces derniers jours.

Un accrochage sévère a eu lieu entre les soldats français de Sangaris et les membres de la Seleka sur la N1, la route nationale qui mène au Cameroun à hauteur du village de Boguila à 450 km de Bangui. Les combats ont duré près de trois heures et les militaires français ont dû utiliser les armes lourdes, mortiers et missiles anti-chars Milan et Eryx, avec le soutien d'une couverture aérienne venant du Tchad.

L'attaque du centre médical de MSF qui a fait seize morts, dont trois humanitaires, est à cet égard révélatrice. En effet, ce crime est imputable à des ex-membres de la Seleka qui se livrent à des pillages. Pour tenter d'ailleurs de contrer ce délitement, un congrès de la Seleka doit se dérouler à Ndélé, dans le nord du pays pour, d'après les dires du responsable le général Mahomed Moussa Dhaffane, rendre plus présentable ce mouvement armé.

Diamants de sang

Des décennies de soutien de Paris à des régimes corrompus et dictatoriaux auront contribué à enfoncer le pays dans le chaos. Ce n'est pas la somme dérisoire, au vu des enjeux, de 12 milliards de Francs CFA, soit un peu plus de 18 millions d'euros, octroyés par la Banque mondiale pour relancer les services de l'État, qui va contribuer à régler la situation. D'autant que, selon le dernier rapport de l'ONG américaine Enough Project, le financement des milices se fait désormais par le trafic des diamants. Ainsi au Nord, dans son fief, la Seleka use du travail forcé des habitants pour extraire les diamants des différentes mines de la région. Quant aux milices anti-Balaka, elles ont éliminé les musulmans qui dirigeaient les mines diamantifères de l'ouest du pays.

Compte tenu des enjeux financiers, le conflit risque de s'éterniser au détriment des populations. Certes, le processus de Kimberley, qui certifie



Quand Sarkozy accueillait Bozizé à l'Élysée... DR

que la vente des diamants sur le marché international ne finance pas les conflits, a été retiré à la Centrafrique en 2003... Il n'en demeure pas moins que de forts soupçons font état de contrebande des diamants centrafricains qui seraient traités essentiellement à Dubaï.

Impunité

Le responsable Afrique de la Fédération internationale des droits de l'homme faisait remarquer que, lors du coup d'État de 2003, c'était déjà les mêmes protagonistes qui s'étaient rendus coupables de crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Parmi ceux là, un certain Bozizé... soutenu par la France pour

son accession au pouvoir et ensuite pendant une dizaine d'années de son règne. C'est ce même Bozizé qui dirige et finance en sous-main les milices anti-Balaka qui se livrent aux massacres des populations civiles musulmanes.

L'impunité dont bénéficient ces criminels au pouvoir ne peut être qu'un encouragement à mettre le pays à feu et à sang. Et les récentes sanctions de l'ONU, notamment contre Bozizé, sont bien tardives et apparaissent surtout comme une mesure pour faire oublier qu'il y a quelques mois encore, il était un homme présentable du pré-carré africain de la France...

Paul Martial

➔ En Île-de-France Une liste ouverte... aux mobilisations!

Conduite par **Olivier Besancenot** et composée de membres du NPA appartenant à différents secteurs professionnels et d'intervention, notre liste se veut également ouverte aux militantes et militants avec qui nous menons chaque jour des combats pour nos droits: **Moussa Kaba**, militant sans-papier régularisé, **Claire Moulin**, intermittente du spectacle en lutte ou bien encore **Maurice Rajsfus**, défenseur des libertés publiques (lire sa tribune dans notre numéro 240).



Mardi 6 mai sur le balcon de l'Europe... PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Les différents gouvernements européens et celui de Valls-Hollande en premier lieu, veulent nous faire croire qu'ils sont impuissants face aux directives austéritaires de Bruxelles, nous savons qu'ils nous mentent! Cette Europe est leur création, elle ne fait que retranscrire la politique qu'ils mettent en place déjà, à l'échelle nationale. Tout cela a un prix et aujourd'hui, c'est aux salariéEs que l'on demande de payer la note! Le FN, et l'UMP et aussi la gauche

libérale dans la foulée, poussent même le vice jusqu'à nous faire croire que l'ennemi du travailleur serait son collègue étranger, voire sans-papier. Mais nous le savons bien, les seuls emplois volés le sont par nos patrons et nos gouvernements, de France et d'ailleurs, qui ont fait un choix très clair: pour donner toujours plus à la finance et au capital, il faut rogner toujours davantage sur les CDI, les emplois statutaires et les salaires, bref, les droits élémentaires de la majorité d'entre nous.

Passage à l'action!

C'est dans ce cadre que notre liste a voulu faire quelques actions symboliques. Une première a eu lieu mardi 6 mai pour les deux ans de mandat de Hollande. Nous avons allumé deux fumigènes en guise de bougies d'anniversaire sur le balcon du bureau d'information du Parlement européen à Paris, pour protester contre l'agence Frontex. « Responsable de la coordination des activités des garde-frontières dans le maintien de la sécurité des frontières de l'Union avec les États non membres », cette agence est surtout responsable de milliers de morts et disparus chaque année, parmi les migrantEs. La deuxième action s'est tenue ce samedi 10 mai devant l'hôpital Saint-Antoine à Paris afin de mettre en lumière les conséquences de la réduction des budgets hospitaliers. À Saint-Antoine, le service de maternité, où 2500 accouchements par an étaient pratiqués, est fermé depuis 2012, tout comme la maternité de l'Hôtel-Dieu ou bien encore celle de Saint-Vincent-de-Paul. Ces fermetures font partie d'un plan de restructuration de l'AP-HP engagé

depuis 2010 et qui s'accompagne de la disparition des centres IVG. C'est le droit à l'avortement qui est ainsi remis en cause en France comme dans toute l'Europe sous couvert de politique d'ajustement et de rigueur. Le 25 mai, nous vous proposons de donner votre voix à des candidatures porteuses de colère mais aussi d'espoir. En coordonnant nos combats, à l'image des postiers du 92 en grève depuis plus de 100 jours et des intermittents en lutte; en mettant en avant un plan d'urgence pour les salariéEs, avec ou sans-papier, et avec la jeunesse, c'est par le « tous ensemble » que nous apporterons une réponse à la rigueur que nous imposent les capitalistes!



Samedi 10 mai devant l'hôpital Saint-Antoine. PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

➔ Dans le Nord-Ouest Au cœur des luttes...

Dans ces régions de vieille industrie (Haute et Basse-Normandie, Nord-Pas-de-Calais et Picardie) particulièrement touchées par les restructurations patronales et les risques industriels, nos candidates et candidats se veulent l'expression des luttes au quotidien, en particulier au sein de l'entreprise. Quatre d'entre eux en témoignent...



Christine Poupin, technicienne en informatique dans l'industrie chimique, conduit la liste. En 2009, elle avait obtenu 5,80% des voix. Elle a débuté son engagement militant à Nantes au milieu des années 1970, rejoint le mouvement des femmes, pour le droit à l'avortement puis contre le viol et les violences conjugales. Militante syndicale, elle est investie dans la défense des conditions de travail et de santé des salariéEs et sur les questions d'environnement et de risques industriels, particulièrement à la suite de la catastrophe causée par l'explosion de l'usine AZF de Toulouse. Elle est membre de la direction du NPA et participe à l'animation de la commission écologie et au travail d'élaboration pour l'écocapitalisme.



Pascale Montel est ouvrière chez YKK à Seclin, dans le Nord, militante CGT depuis de longues années. Fille d'un ouvrier militant socialiste, elle commence à travailler à 16 ans, et milite rapidement dans le syndicat. Elle participe aux débats dans la CGT au côté des métallos du Nord qui combattent l'évolution réformiste de la confédération. Puis, parce que « tout est politique », elle s'engage dans la LCR puis participe à la fondation du NPA. Elle sera notamment la tête de liste NPA aux élections régionales de 2010 dans le Nord-Pas-de-Calais. Son engagement, c'est la volonté de se faire porte-parole de ceux qui travaillent, de ne pas parler à la place des autres mais pour les autres.



Thierry Philippot est ouvrier à la papeterie d'Alizay depuis 1984 (à l'époque, la Sica). À peine embauché dans ce bastion du mouvement ouvrier, il participe à trois semaines de grève qui arracheront la prime de vacances. Il adhère à la CGT et au PCF dans la foulée. À la fin des années 90, il quitte le PCF pour la LCR. C'est un rude adversaire pour la direction suédoise, puis finlandaise de cette entreprise qui s'appelle désormais M-real. Les réalités de l'Europe capitaliste, le pouvoir illusoire des comités d'entreprise européens, Thierry connaît bien. Ces dernières années ont été celles d'un bras de fer permanent contre le démantèlement et la fermeture programmée de l'usine. Autour du mot d'ordre « interdiction des licenciements chez M-real comme ailleurs », la lutte s'est menée pied à pied, usante, ponctuée de PSE... À noter que l'usine a maintenant redémarré, grâce à la lutte.



Régis Louail est ouvrier dans l'usine Renault de Cléon depuis 1982. Militant de la LCR, il s'engage dans la CGT de l'usine dont il devient rapidement un des animateurs. Infatigable, il est de toutes les luttes, de celles contre les licenciements, pour l'augmentation des salaires comme au cours de la longue grève de 1991, mais aussi de la défense devant les prud'hommes. Récemment, Régis s'est impliqué dans la dénonciation de l'organisation du travail qui a conduit ces dernières années plusieurs salariéEs de Renault au suicide. La destruction des collectifs de travail au moment de l'annualisation du temps de travail, l'application de l'accord de compétitivité, les divers chantages, au droit de grève, au travail posté, etc. aggravent le mal-être au travail et les risques psycho-sociaux. Et Régis n'a de cesse de mettre en cause la direction qui nie toute implication dans ces nouvelles formes d'exploitation.

➔ Dans l'Ouest La liste NPA/Breizh

Quatre bonnes raisons de voter pour notre liste dans le g



Pierre Le Ménahès entouré de Matthieu Guillemot, Janine Carrasco, et Gaël Roblin de Breizhistance. DR

➔ Une liste militante

Sur la liste NPA/Breizhistance, pas de place pour les professionnels de la politique. OuvrierEs, fonctionnaires, retraités, salariéEs du privé, intermittents... La politique doit appartenir à celles et ceux qui produisent les richesses et ne jamais être un métier. Nous défendons ainsi la limitation des mandats et la représentation proportionnelle à chaque élection. La liste NPA/Breizhistance est composée par des gens qui se battent au quotidien pour changer la société!

➔ Porte-voix des luttes

Avec un ancien ouvrier délégué CGT comme tête de liste, un intermittent et un manifestant incarcéré pour avoir manifesté contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, notre liste se veut un porte-voix des luttes. C'est notre conception de la politique où il n'y a pas d'un côté celles et ceux qui se battent et de l'autre celles et ceux qui représentent. Le NPA et Breizhistance savent que c'est par l'action massive de toutes et tous que l'on pourra changer le système!

➔ Contre « l'Ayroultport »

Le NPA et Breizhistance sont engagés depuis le début dans la bataille contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Dans cette campagne, nous sommes les seuls à être à la fois présents sur le terrain pour empêcher la destruction de terres agricoles et

Tête de liste, tête de lutte...

Pierre Le Ménahès 55 ans, est ancien leader CGT de la SBFM de Lorient à la retraite depuis bientôt deux ans. Au-delà de la Bretagne, il s'est fait connaître en tenant tête à Nicolas Sarkozy lors d'un débat devant les caméras de TF1 en janvier 2010. Auteur de *La France d'en bas* écrit suite à cette émission, son livre est un appel à la révolte, à la lutte. Un cri de dignité qui dit: « sans combat pas de victoire ». Quand on se bat jusqu'au bout, collectivement, on peut gagner...



LES VILLES : DES ANTICAPITALISTES EN MAIN !

de la France qu'ils agissent, c'est-à-dire des intérêts du patronat et des classes privilégiées. Ils contribuent ainsi à alimenter le fonds de commerce de Marine Le Pen. Notre campagne est à l'opposé : nous nous voulons les porte-parole de la solidarité internationaliste des travailleuses et des travailleurs, des peuples, de celles et ceux qui n'attendent rien des jeux et manœuvres politiques des partis institutionnels et ne comptent que sur eux-mêmes. Cette semaine, l'Anticapitaliste a donné la parole à nos camarades candidates et candidats pour se présenter et nous présenter leur campagne.

BRZHISTANCE

grand Ouest... le gaspillage des fonds publics et à faire le lien avec la politique globale du gouvernement qui méprise la population et nous demande de nous serrer de plus en plus la ceinture ! Parce qu'il ne peut y avoir de capitalisme vert, notre liste est la seule vraiment écologiste !

► Pour défendre les peuples Face à leur Europe forteresse, nous défendons la liberté de circulation et d'installation. Quand les capitaux peuvent circuler librement sans aucun contrôle de la population, des milliers de migrants meurent dans les barbelés de Ceuta et Melilla ou en pleine mer au large de nos côtes. Leur Europe ne donne pas

Un candidat en prison

Notre camarade **Enguerrand Delanous** sera sûrement le seul candidat à ces élections à être en prison. Le 22 février dernier, des échauffourées ont éclaté lors de la manifestation nantaise contre Notre-Dame-des-Landes. L'entêtement du gouvernement à poursuivre son projet inutile en est à l'origine. Le motif de son incarcération est la présence de son ADN sur un fumigène. Le tribunal a rendu un verdict politique en infligeant 1 an de prison ferme quand le procureur ne demandait que 6 mois ! Enguerrand est un militant réprimé parce qu'il fait de la politique et se bat.

de droits aux peuples qui veulent se déterminer librement, qu'ils soient Catalans, Basques, Corses ou Bretons ! La liste NPA/Breizhistance existe pour faire entendre le droit des peuples, de tous les peuples !

► Dans le Sud-Ouest Défendre nos idées, nous renforcer

Notre liste est composée d'ouvriers d'usine (auto, aéronautique), de cheminotEs, de fonctionnaires de l'éducation nationale, hospitaliers, territoriaux, de précaires, de sans-emploi, sans oublier un agriculteur bio... La plus jeune de nos candidates, intermittente du spectacle, a 27 ans, et la plus âgée, retraitée de la fonction publique territoriale et militante syndicale, 64 ans. La moyenne d'âge de la liste est de 44 ans. Elle compte aussi deux conseillères municipales, élues dans la banlieue bordelaise sur des listes unitaires (NPA-PG à Lormont et NPA-PG-Ensemble à Talence).

La campagne sera courte, mais nous comptons bien en profiter pour porter notre programme, contre cette Europe des banquiers et de la troïka, contre les replis souverainistes.

Une campagne de construction

La constitution de la liste, puis l'organisation de la campagne ont été aussi l'occasion de multiples échanges entre groupes locaux, chacun ayant à cœur de tirer au mieux profit de la situation pour défendre nos idées et renforcer notre organisation. Nous avons voulu que cette campagne aide les comités de « petites villes » disséminés sur le territoire de la circonscription à mieux se faire connaître, à se renforcer. La majorité des candidatEs de notre liste est d'ailleurs issue de ces

Philippe Poutou, tête de liste, est en bonne compagnie, sur une liste composée de militantes et de militants pour qui l'investissement politique, anticapitaliste, révolutionnaire est indissociable de leur investissement syndical, associatif, féministe, écologiste.



Philippe, Florent et Sylvie sur le marché de Dax. DR

comités, 7 seulement venant des « capitales régionales », Bordeaux, Montpellier et Toulouse. Préparer un meeting avec Philippe et les candidatEs du coin permet de faire campagne sur les marchés, de faire venir la presse locale qui sinon ne se déplacerait pas. C'est ainsi que nous étions un petit groupe ce samedi 10 mai à diffuser notre tract au marché de Dax dans les Landes, avec Philippe et les candidatEs « locaux », Florent, agent territorial et militant syndical à Capbreton (40), et Sylvie, militante à Anglet (64, Pays basque). Nous y avons

rencontré la presse locale, mais aussi une grande sympathie envers Philippe bien sûr, mais aussi vis-à-vis de notre politique et de notre parti. Certains nous ont même dit qu'ils n'avaient pas souvent la chance de rencontrer des « gens de gauche »... Cet accueil est une justification, s'il en fallait une, de l'engagement du NPA dans cette campagne. Et un encouragement pour la suite, qui nous amènera, avec Philippe, à Auch, Tarbes, Montpellier, Marcoule, Nîmes, Uzès, Bayonne, Rodez, Albi, Perpignan, Pau et enfin Bordeaux.



► Dans l'Est La voix des classes populaires

C'est dans ce contexte que nous voulons faire entendre la voix des classes populaires. Notre liste est conduite par **Gaël Diaferia**. À 33 ans, il est employé administratif - agent de catégorie C - dans un service interministériel à Metz. Il est actif dans les combats contre l'homophobie et tous les préjugés qui nous divisent, tout comme dans les mobilisations sociales. Gaël est l'un des 5 millions de travailleurs auxquels le gouvernement

Dans cette région particulièrement frappé par la crise, les fermetures d'usines et les licenciements se succèdent, le chômage explose, les conditions de vie se dégradent : c'est le terreau favorable à la montée du FN. Les questions environnementales prennent également une place importante, gaz de schiste et de couche, nucléaire...

Valls a décidé d'imposer un an supplémentaire de gel des salaires. Alors, il prépare la grève du 15 mai dans la fonction publique. Et pourquoi pas un « tous ensemble », public-privé avec les chômeurs et les jeunes, et cette fois-ci jusqu'à ce que le gouvernement remballe ces projets ? C'est cette idée que défendra notre liste, le 15 mai et pendant toute la campagne.

À l'image de la société

Sur notre liste, pas de politiciens professionnels ou de notables, mais des militantes et des militants anticapitalistes, internationalistes, révolutionnaires, syndicalistes et écologistes. Ils et elles ne sont peut-être pas connus des journalistes mais le sont de leurs collègues de travail. Travailleurs du secteur privé, dans la sidérurgie, l'automobile, le commerce, le bâtiment et même l'horlogerie ; travailleurs du secteur public, dans l'éducation, la santé, l'équipement, les finances ou les collectivités ; travailleurs indépendants ; jeunes : notre liste est à l'image de celles et ceux qui font tourner la société. Et contrairement à Édouard Martin, le syndicaliste de Florange

qui conduit la liste PS-Medef, les candidates et candidats du NPA ne joueront pas contre leur camp !



À PSA Vincent Duse

49 ans, ouvrier à PSA Mulhouse, est militant syndical à la CGT dans une section combative et active contre la mise en place de l'ANI (plusieurs débrayages). Celui du 30 avril a rassemblé près de 150 salariés. C'est bien la voie de la lutte qui peut faire reculer le gouvernement et le patronat, mais aussi le FN et son poison xénophobe. Chaque fois que les travailleurs reprennent l'offensive, le FN se tait et soutient les patrons. Raison de plus pour construire l'offensive et se saisir de toutes les échéances.



Travailleur de la terre François Favre

51 ans, agriculteur bio dans le Gers, est venu au NPA il y a quatre ans. Défenseur des intérêts des travailleurs de la terre, il est convaincu que seule la rupture avec le capitalisme et une écologie radicale permettront de sauver la biosphère. François milite activement dans plusieurs collectifs contre les élevages de poulets industriels, l'exploitation des gaz de schiste, pour une agriculture de proximité respectueuse de l'environnement, du producteur et du consommateur mais aussi contre le fascisme, NDDL ou encore contre le traité transatlantique. S'il se présente aujourd'hui, c'est pour dénoncer une Europe accaparée par quelques-uns, pour la remettre entre les mains de ceux et celles qui travaillent et souhaitent remplacer le mot de concurrence par celui de solidarité.



À la fac Tess Burdo

23 ans, étudiante et syndicaliste à l'Unef, compte bien faire entendre la voix de celles et ceux qui refusent la précarité. Manque de profs croissants, classes surchargées sont le quotidien de la maternelle à l'université. Le gouvernement a même évoqué la suppression des APL pour les étudiants non boursiers ou la création d'un SMIC « jeunes » ! Comme les milliers de jeunes descendus dans les rues contre l'expulsion de leurs camarades sans papiers, les futurs ouvriers, profs, infirmiers ou travailleurs sociaux, battons-nous pour que ceux qui produisent les richesses et font tourner la société décident de leur vie !



RÉFORME FERROVIAIRE

Vers la bataille du rail!

Jeudi 22 mai, les fédérations CGT, SUD-Rail et UNSA appellent les cheminots à manifester contre la réforme ferroviaire. Il s'agit d'une montée nationale à Paris, et c'est sans doute la manifestation la plus importante à la SNCF depuis 15 ans.

Depuis 1997, le système ferroviaire français est divisé en deux : Réseau Ferré de France (RFF), propriétaire du réseau ferré, et la SNCF, qui à la fois exploite le réseau ferré avec ses trains et en même temps assure la gestion et l'entretien du réseau. Cette division absurde, ainsi que les suppressions de postes massives, sont les deux causes principales du récent drame de Brétigny-sur-Orge. Pourtant, la direction SNCF et le gouvernement poursuivent dans ce sens avec la réforme ferroviaire...

Ils veulent donc transférer les 50 000 cheminots de l'aiguillage et de l'entretien des voies chez RFF (renommé « SNCF Réseau »), et leur faire payer les 40 milliards d'euros de dette du système ferroviaire par des « gains de productivité ». Les 100 000 cheminots restants passeraient à « SNCF Mobilités ». La 3^e entreprise (« SNCF ») serait constituée de quelques milliers de dirigeants... Le but, c'est de séparer les activités non rentables (RFF public) et rentables (SNCF privatisable morceau par morceau...), vers la privatisation. C'est pourquoi les cheminots se battent contre la division, pour la réintégration de RFF dans la SNCF, et pour un monopole public ferroviaire.

Cheminots, public, privé, usagers: tous ensemble!

Cette réforme, c'est aussi la disparition de la réglementation du travail à la SNCF (le « RH 077 ») que le patronat veut remplacer par une convention collective pour le public et le privé: agrandir les amplitudes horaires, diminuer la durée et le nombre des jours de repos... Le Medef (qui représente la SNCF dans les négociations!) veut faire travailler les cheminots SNCF 10 jours de plus chaque année, soi-disant pour permettre aux cheminots du privé de travailler 10 jours de moins. Ils oublient de dire qu'il y a 160 000 cheminots SNCF... et 3 000 cheminots du privé! Les cheminots se battent donc non seulement pour la défense de leur statut et de leur réglementation du travail, mais aussi pour leur application à tous les travailleurs du rail: cheminots de la SNCF et de ses filiales, boîtes privées, sous-traitants...

Cette réforme doit passer à l'Assemblée nationale le 16 juin: les cheminots ont donc quelques semaines pour construire un rapport de forces suffisant pour faire reculer Pépy et le gouvernement. Ils devront être très nombreux à la manifestation du 22 mai, et aussi se préparer à une grande grève reconductible, début juin, jusqu'au retrait de la réforme! Et pour cela, ils auront aussi besoin du soutien des usagers.

Gabriel Lafleur

Le déclin du capitalisme français?

La vente-démantèlement d'Alstom n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Ces dernières années, de grands groupes industriels français ont été rachetés par des groupes étrangers: Pechiney par Alcan, Arcelor par Mittal, etc. Pour la première fois de son histoire, les entreprises qui composent le CAC 40 sont désormais contrôlées majoritairement par des investisseurs étrangers (41 % en 2010).

Si on définit la désindustrialisation comme le déclin de la part de l'emploi industriel dans l'emploi total, celle-ci est en marche depuis le milieu des années 1970, avec une accélération depuis 15 ans. L'industrie manufacturière (hors construction et énergie) représentait 24 % des emplois en 1974, 15 % en 2000, et à peine plus de 10 % aujourd'hui. Ce déclin global cache des réalités diverses: si des secteurs comme l'agro-alimentaire et l'aéronautique se maintiennent, la métallurgie, l'automobile, l'électronique chutent, et le textile s'effondre. Cette baisse à une série d'explications d'importances inégales et dont il est difficile d'évaluer les poids respectifs tant dans le long terme que de façon plus immédiate, plus conjoncturelle.

Modification en profondeur des économies et organisations de la production

Au fil des années, les gains de productivité ont été plus importants dans l'industrie que dans le tertiaire, et la demande a considérablement évolué au profit des services. L'évolution de la structure de l'appareil productif avec notamment les externalisations et la sous-traitance a modifié sensiblement les périmètres des grandes unités de production. L'économie française a des spécificités avec des secteurs comme la grande distribution, le tourisme ou les produits de luxe qui occupent une part importante de l'activité et du PIB, et où la rentabilité du capital est souvent meilleure que dans le secteur industriel.

Perte de compétitivité de l'industrie française

Le solde du commerce extérieur pour l'industrie est passé de +10 milliards en 2000 à

-28 milliards en 2010. La part des exportations de biens de la France par rapport à celles de la zone euro est passée de 16 % en 2000 à 12,5 % aujourd'hui.

Ce recul est en relation avec la baisse du taux de marge (c'est-à-dire de la part des profits dans la valeur ajoutée) dans l'industrie

que les profits au cours des années 2000. On ne peut donc pas imputer la faible croissance à un changement de comportement des capitalistes (qui auraient collectivement décidé de ne plus investir leurs profits), mais bien à la faiblesse de la rentabilité du capital. D'où les politiques

Défense inconditionnelle de l'emploi

Contre la multiplication des fermetures de sites industriels, une solution s'impose dans l'intérêt des travailleurEs: l'expropriation sans indemnité ni rachat des actionnaires, la nationalisation à 100 %, et le contrôle



À Gandrange, une aciérie d'Arcelor-Mittal... en 2012. PHOTO THÈQUE ROUGE / MARC

de près de 7 points au cours des années 2000, alors qu'il a plutôt augmenté ailleurs, notamment en Allemagne, « grâce » aux contre-réformes de Schröder. Cette baisse a contribué au maintien d'une faible rentabilité du capital et à un écart croissant avec les concurrents, qui explique la faiblesse des investissements et l'amplification de la désindustrialisation.

Contrairement à un mythe véhiculé par les antilibéraux, l'investissement a augmenté plus

d'austérité pour tenter de faire repartir l'accumulation du capital en redressant les taux de marge.

Privatisations et fin de toute politique industrielle d'État

Celles-ci ont contribué à affaiblir les grands groupes industriels français tel Alstom issu de la privatisation, puis du découpage de l'ancienne Compagnie générale d'électricité.

Plus généralement, la mise en place de la monnaie unique a tendu à aggraver les inégalités entre les secteurs ou pays les plus compétitifs. Faute de fédéralisme budgétaire, les pays les plus fragiles ont accumulé les déficits faute d'avoir baissé les salaires avant la crise.

des travailleurEs sur toutes les décisions. Cela signifie décider non seulement du temps et des conditions de travail, des rémunérations mais aussi faire le choix de ce que l'on produit aux regards des besoins sociaux démocratiquement déterminés dans le respect des contraintes environnementales.

Aux réformistes qui défendent l'intervention de l'État au nom de la défense de l'intérêt général, nous opposons la dénonciation d'un État qui défend en matières économique et politique et policière les intérêts de la bourgeoisie. Les gouvernements Hollande, d'Ayrault à Valls, en font la démonstration chaque jour.

Gaston Lefranc et Robert Pelletier

INTERNATIONAL PAPER

La lutte paie!

International Paper est une multinationale industrielle spécialisée dans la fabrication de papiers et de cartons. 70 000 salariéEs à travers le monde, siège aux États-Unis, et 1,4 milliard de dollar de bénéfice net annuel en 2013, en augmentation de 57 % sur 2012!

Le groupe possède une usine intégrée, de la transformation du bois à la ramette de papier, de 580 travailleurs répartis sur deux sites proches, celui de Saillat (87) pour la production de bobines de papier et celui d'Etagnac (16) pour les ramettes, à 40 km de Limoges.

Depuis 2012, l'atelier de finition de l'usine tourne normalement en 6 équipes, mais pour les trois mois d'été, la direction avait décidé de faire tourner l'usine en 4 équipes, avec une journée de repos seulement par

cycle de travail de 4 jours, afin d'éviter d'embaucher pour remplacer le personnel en vacances. Ce devait être provisoire, mais renouvelé en 2013 et de nouveau cette année, malgré les protestations de nombreux salariés.

Le ras-le-bol s'exprime par la grève

Depuis 8 mois, devant les protestations de la CGT et des salariés, la direction ne proposait aucune solution satisfaisante. C'est alors que les travailleurs de l'atelier de finition se sont mis en grève le 6 mai, avec 95 à 100 %



DR

de grévistes dans chacune des 6 équipes. Après quatre jours de grève avec blocage total de la production de ramettes de papier, la direction a finalement trouvé la solution d'arrêter une machine l'été, la création d'une équipe avec embauche d'intérimaires pour les trois mois d'été et les trois semaines

non séquencées de congé. Malgré des moments de tension et d'interrogations, ces quatre jours de grève ont été riches d'enseignements pour les grévistes. Pour eux, c'est une victoire. Grâce à leur détermination et leur solidarité dans la grève, ils ont obligé la direction à embaucher, ce qui leur permettra de passer l'été avec une réelle vie sociale, sans être écrasés par le boulot. Nos conditions de travail, notre santé et notre vie sociale valent plus que leurs profits!

Correspondant

POSTIERS DU 92

100 jours de grève: solidarité!

Mercredi 7 mai, Bruno, postier de Paris, s'est vu signifier son licenciement par une commission disciplinaire. Sa « faute »? Avoir salué le 26 mars les grévistes des Hauts-de-Seine qui occupaient la Direction opérationnelle territoriale courrier (DOTC) de Paris-nord...

Outre Bruno, trois militants de Sud-Poste 75 et sept du 92 sont visés par des procédures de licenciement. Parmi ces derniers, Gaël Quirante fait déjà l'objet d'une procédure depuis 2010, en attente de jugement au tribunal administratif.

L'État s'en mêle

En 2012, des militants avaient été condamnés par la justice pour une prétendue « séquestration » (la décision est en attente à la Cour de cassation). Cette fois, cinq grévistes sont convoqués à la Sûreté territoriale le 21 mai. L'occasion d'un grand

NOTRE-DAME-DES-LANDES

Une victoire est possible!

Les avis défavorables des commissions nommées par le gouvernement Ayrault ainsi que le coup juridique porté par la Commission de Bruxelles qui a reproché l'absence d'études d'impact globales, ont remis en cause la légalité du projet...

Les opposants ont réussi à faire valoir leurs nombreux arguments scientifiques. Il y a la richesse de la faune, en particulier présence d'amphibiens et reptiles remarquables. De plus, c'est une zone humide où la présence fréquente du brouillard entraînerait des coûts supplémentaires. La zone se situe à la rencontre de deux bassins versants, surfaces où convergent les eaux de pluies. Or, Météo France a placé le département en vigilance absolue, en raison de l'augmentation prévue d'événements extrêmes dus au réchauffement climatique (fortes pluies, inondations). Dangereux donc d'artificialiser 1650 hectares de terres supplémentaires qui empêcheront l'infiltration des eaux et favoriseront le ruissellement, donc les inondations. Bref, construire un aéroport en zone humide gorgée d'eau en profondeur est aberrant...

Même sans Ayrault, le gouvernement va-t-il se laisser imposer une défaite? S'il abandonne le projet d'aéroport, il ne renoncera pas aux expulsions des occupants de la Zad. Avec violence s'il le faut. La répression de la manifestation du 22 février à Nantes l'a amplement démontré: les mutilations et les condamnations à la prison ferme font partie de l'arsenal du ministre Valls.

Les militantEs du NPA se tiendront, avec les agriculteurs, au côté des occupantEs de la Zad contre toute intervention policière. C'est le sens de la présence sur notre liste « Grand Ouest » aux Européennes d'Enguerrand Delanous, actuellement prisonnier suite à cette manifestation. C'est le sens également de notre présence massive lors de la manifestation du 17 mai à Nantes contre la répression policière et judiciaire des opposantEs à l'aéroport.

Une seule solution: l'abandon du projet!

Le gouvernement fait miroiter des mesures de compensation (déplacements d'espèces animales et végétales, argent) qui seraient censées pallier les atteintes à l'environnement. Véritables droits à polluer et à détruire, ils doivent être refusés, comme tout autre projet de bétonneurs ou d'agriculture productiviste.

Le mouvement de NDDL est une concentration de ras-le-bol collectifs. Point de convergence des luttes contre tous les projets inutiles, contre l'austérité, contre le mode de société capitaliste, le prochain rassemblement des 5 et 6 juillet sera l'occasion de dire « maintenant ça suffit! ».

La lutte à NDDL a réussi à placer la question agricole au premier plan, en dénonçant le saccage et l'accaparement des terres agricoles,

les expulsions de paysans et les atteintes à la biodiversité. Elle valorise la critique du modèle de développement économique axé sur la croissance et le productivisme. Elle est un lieu de réflexion et d'élaboration de solutions alternatives au modèle capitaliste. Avec sa porte-parole Christine Poupin, le NPA sera présent les 5 et 6 juillet pour la réussite du rassemblement, pour participer aux forums de discussions et tables rondes qui œuvrent au développement de la conscience anticapitaliste, pour réaffirmer qu'un autre monde est possible et nécessaire. Seules les luttes collectives sont le moyen d'y arriver. Le NPA appelle toutes et tous à y participer. **Commission nationale écologie**



VILLERS-COTTERÊTS (02)

Mémoire de l'esclavage et combat antifasciste

La nouvelle municipalité FN de la petite ville de Villers-Cotterêts a annulé la commémoration de l'abolition de l'esclavage programmée le 10 mai. Cela n'est pas passé sans riposte.

Dans une ville où a vécu le père d'Alexandre Dumas, né esclave et devenu général de la Révolution française, cette commémoration a eu lieu quand même contre le projet raciste de la mairie FN d'oubli des crimes commis contre les esclaves africains et antillais.

Mairie sous surveillance

Sous la pluie, 400 personnes se sont rassemblées devant la maison du général Dumas où des prises de parole ont rappelé l'importance de la mémoire. Puis, une manifestation a traversé le bourg jusqu'à la statue d'Alexandre Dumas.

La question de l'heure, c'est la réanimation du collectif antifasciste, qui avait déjà préparé en 2010 une



manifestation dans la ville proche de Chauny, où sévissaient des groupes néo-nazis, organisateurs de ratonnades. On peut aujourd'hui élargir ce collectif à toutes les organisations syndicales, culturelles, mémorielles et politiques du mouvement social, pour

mettre la mairie FN sous surveillance et organiser toutes les ripostes utiles.

Le NPA a pris toute sa place dans la préparation de cette commémoration et sera bien entendu là dans les combats à venir.

Correspondant

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Des chiffres en trompe-l'œil

L'étude conjointe menée par le ministère des Droits des femmes et le ministère de l'Intérieur, rendue publique le 7 mai dernier, se félicite de la « baisse » des violences faites aux femmes, et notamment du nombre de femmes tuées par leur conjoint ou ex-conjoint: 121 en 2013 contre 146 en 2012.

La médiatisation de ces chiffres sert à prouver que les maigres dispositifs mis en place par le ministère des Droits des femmes commencent à porter leurs fruits. Mais ce relatif satisfecit cache une dure réalité...

Moins de femmes mortes qu'en 2012, mais autant qu'en 2011!

121 femmes tuées en 2013 par leur conjoint ou ex-conjoint, c'est un chiffre énorme: 1/5 des homicides en France! Ces crimes sexistes devraient déclencher une véritable indignation, mais notre société accepte encore beaucoup quand les victimes ne sont « que » des femmes. Le 39 19, numéro d'appel anonyme et gratuit, a reçu lui deux fois plus d'appels en 2013 qu'en 2012. Sa médiatisation y est probablement pour quelque chose, mais la dégradation des conditions de vie des femmes aussi.

Des moyens de lutte contre les violences

Le projet de loi égalité hommes-femmes actuellement en discussion comporte un volet de lutte contre les violences qui nous promet de vrais moyens de lutte. Le premier et le plus visible est la généralisation du système du téléphone d'urgence accordée à des femmes dont la vie est reconnue en danger, relié directement au commissariat le plus proche. N'oublions pas que certaines femmes assassinées par leurs conjoints ou ex avaient déjà alerté la police, mais leur plainte avait été requalifiée en main courante, voire carrément refusée. Au-delà de ces actions, on se demande où sont les politiques de prévention, le travail d'éducation, d'information, pour combattre les violences? Et quelles actions concrètes menées contre tous ceux qui les banalisent ou les légitiment?

Quantifier toutes les violences

Aux violences que subissent les femmes dans la sphère privée, s'ajoutent celles qu'elles subissent au travail et dans la sphère publique. Au travail, la situation se dégrade très nettement: la tension touche une femme sur trois et un homme sur cinq, et si le nombre d'accidents du travail des hommes reste supérieur à celui des femmes, il augmente de plus de 26% pour elles alors qu'il diminue de 20% pour eux.

On manque de chiffres pour quantifier le harcèlement moral et sexuel mais on sait que les premières victimes en sont les femmes. De récentes campagnes médiatiques sur le harcèlement de rue notamment ont réussi à médiatiser ce phénomène.

Tant que toutes ces violences continueront à être acceptées socialement, nous pourrions malheureusement continuer à compter chaque année le nombre de victimes.

Hélène Pierre



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

rassemblement contre la répression. Cela révèle la fébrilité de La Poste face à la grève de quatre bureaux des Hauts-de-Seine. Une grève animé par

les postierEs qui, chaque jour, vont voir leurs collègues du département, mais aussi des Yvelines ou de Paris. Des bureaux pourraient bien se mettre

également en grève: ceux de Paris 15 où un projet de réorganisation supprimerait trente-cinq tournées et douze repos à l'année, de Paris-Europe où travaille Bruno ou encore de Paris 10! Une telle perspective fait sortir les postierEs du 92 de l'isolement... Et donne des frissons à La Poste. Clairement, la répression vise autant à faire plier les grévistes d'aujourd'hui qu'à décourager les mobilisations de demain.

Une grève contre la précarité et contre les suppressions d'emplois

La grève heurte de front la politique de La Poste, qui touche des subventions pour les « emplois aidés » (elle bénéficie des « Contrats uniques d'insertion », des « emplois d'avenir »... et de 293 millions d'euros au titre du crédit impôt compétitivité) sans titularisation à la clé: elle préfère renouveler sans cesse la juteuse

opération avec de nouveaux précaires. Les grévistes de Rueil-Malmaison, d'où est parti le conflit, ne demandaient au début que la titularisation de l'une de leurs collègues qui n'avait pas été renouvelée à la fin de son CDD. La grève remet en cause le pouvoir des patrons à embaucher et à virer les salariés à leur guise. Cela va au-delà de La Poste: les questions de la précarité et des suppressions d'emplois sont au cœur de nombreuses luttes ouvrières et de la jeunesse de ces dernières années. Les grévistes ne s'y sont pas trompés en menant des actions et en organisant des cortèges de manifestation en commun avec les intermittentEs, précaires et intérimaires d'Île-de-France.

La solidarité, l'affaire de toutes et tous

Cette grève déterminée, auto-organisée, organisant la convergence et l'extension des luttes, pourrait bien mener à une

victoire sur les revendications. Mais cela ne sera possible que si elle tient. Après trois mois et demi, la question financière est cruciale pour des salariéEs dont les paies habituelles sont déjà au rabais. Ni les pressions financières ni la répression ne doivent faire obstacle à la mobilisation!

La solidarité passe par la signature de la pétition de soutien¹, par une aide financière aux grévistes², et la participation la plus massive au rassemblement contre la répression qui se tiendra mercredi 21 mai à 8 h 30³.

Correspondant

1 - <http://www.change.org/fr/pétitions/sud-poste-92-après-trois-mois-de-grève-soutenons-les-postiers-du-92>

2 - Caisse de grève: chèques à SUD Poste 92, 51 rue Jean Bonal, 92250, La Garenne-Colombes, mention « solidarité grévistes » au dos.

3 - 3-5 rue Riquet, Paris 19^e (métro Riquet, ligne 7)



Les comités en action!

Grenoble (38) Anti-FN, antifasciste!

Le 1^{er} Mai, nous apprenions la venue le 7 mai de Jean-Marie Le Pen et Bruno Gollnisch pour le lancement de leur campagne européenne. Difficile de s'organiser et surtout de mobiliser en pleine période de vacances scolaires et de jours fériés! Malgré tout, nous avons réussi à rassembler autour d'un appel à manifester pour ne pas banaliser ce meeting: Solidaires, l'UD CGT, la CNT, le NPA, le PCF, les Alternatifs, le PG, la GU, la GA, de nombreuses associations comme Osez le féminisme, la Ligue internationale des femmes, Ras l' Front, Iran solidarité, le Centre d'information inter peuples, le comité de soutien aux réfugiés algériens... Des élus d'EELV et du Front de gauche étaient également présents.



DR

Nous étions environ 300 à manifester notre refus de ces riches imposteurs aux idées fascistes devant une salle protégée par de nombreux policiers. De nombreux jeunes, antifascistes ou bien habitants des quartiers populaires proches, reprenaient nos slogans. Bien à l'abri de la police, un groupe de supporters haineux lançaient des invectives racistes et nous provoquaient à coups de gestes obscènes et de « quenelles ». Les CRS n'ont pas hésité à faire un usage pour le moins immodéré de leurs bombes lacrymogènes... contre nous! Nous avions l'impression que peu de participantEs étaient parvenus jusqu'à l'entrée de la salle. Impression confirmée, la police et les journalistes ont annoncé qu'ils étaient moitié moins nombreux que nous au meeting. Rage de Le Pen et Gollnisch qui menacent de porter plainte contre la mairie en raison des intimidations subies par leurs militants! Pour une fois, ils ont eu peur... Réjouissant!

Tremblay-Sevrans (93) Étrange compromission politique

L'opportunisme électoral peut atteindre des degrés et des responsables politiques inattendus, et la course aux places semble exercer une force d'attraction irrésistible sur certains. C'est le cas de François Asensi, député et récemment réélu maire Front de gauche de Tremblay.

Au lendemain des municipales, il a obtenu sa réélection à la tête de la communauté d'agglomération « Terres de France » (regroupant Tremblay, Sevrans et Villepinte) grâce à un accord FdG... et UMP, contre le candidat PS/EELV de Sevrans. La première vice-présidente est donc Martine Valleton, maire UMP de Villepinte.

« L'objectif est de travailler avec tous dans le consensus et surtout dans l'intérêt des populations... J'au-delà des clivages partisans » avance Asensi comme justification. Un consensus politique avec l'UMP? On voit là l'importance que peuvent accorder Asensi et ses amis du Front de gauche à leur propre programme, dont Clémentine Autain, candidate malheureuse à Sevrans et aujourd'hui vice-présidente de cette communauté d'agglomération. Rien ne peut justifier cette opération qui est, de fait, une alliance FdG/UMP, une compromission politique au mépris de celles et ceux qui ont voté pour le FdG, comme nous l'avons souligné dans une lettre interpellant le FdG et ses militantEs.

Campagne financière

Pour plus d'informations, pour nous aider:
<http://npa2009.org/souscription>



Pour une Europe des travailleurs et des peuples, participez à notre campagne financière!

Université d'été du NPA

Le changement... dans la continuité

Du dimanche 24 au mercredi 27 août inclus, la 6^e université d'été du NPA aura lieu le long de la mer Méditerranée à Port-Leucate. Comme d'habitude? Pas exactement...

Les qualités de la région seront une fois de plus au rendez-vous pour assurer la convivialité de notre université d'été (mer et plage, soleil...), la fermeture du village vacances des Carrats où nous avons pris nos habitudes depuis de nombreuses années nous oblige à changer de lieu... sans trop nous éloigner. C'est donc à quelques centaines de mètres de notre ex-habituel lieu de villégiature, dans le village-club de Rives des Corbières, que nous nous réunirons cette année, en ayant une pensée pour tout le personnel

des Carrats avec qui nous avons travaillé en bonne entente durant les années passées. Bungalows, repas sous la pergola, salles de réunion, clubs d'enfants, piscine, tout cela à quelques mètres de la plage, nous serons bien à l'aise pour parler révolte.

D'hier à aujourd'hui

Si il est encore trop tôt pour dévoiler le programme et la liste des invitéEs, signalons pour vous mettre en bouche deux éléments. Pour la première fois, outre le meeting en soirée, traditionnel rendez-vous de



Rives des Corbières. MB

Le NPA en Belgique



DR

Le 25 mai, les élections régionales, fédérales et européennes auront lieu en Belgique. Ce dimanche 11 mai, notre camarade Olivier Besancenot a pris la parole lors d'un meeting réunissant à Bruxelles 200 personnes en soutien aux candidatEs de la LCR présents sur les listes PTB-GO!

la rentrée du NPA, un deuxième temps de plénière aura lieu sous la forme d'un grand forum international dans lequel nos invitéEs, venus comme chaque année de toute l'Europe et au-delà, échangeront sur les perspectives politiques des anticapitalistes à la lumière de leurs expériences.

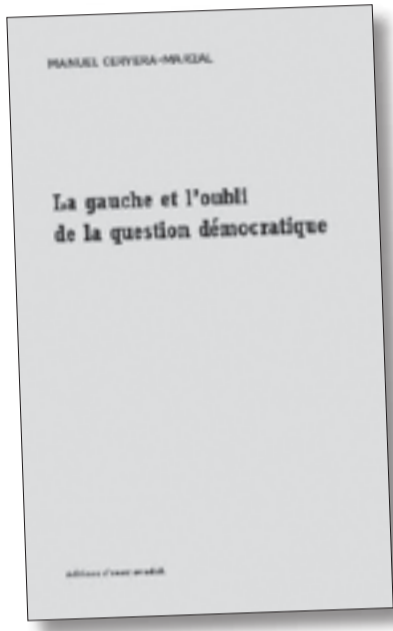
2014 est aussi l'année des anniversaires. Dans l'ordre d'arrivée: les 150 ans de la Première Internationale, les 100 ans du début de la première guerre – impérialiste – mondiale, les 40 ans de la Révolution des œillets portugaise ainsi que de « l'Appel des 100 » (marquant l'ouverture d'une période de contestation dans l'armée française)... Rien ne sera oublié dans notre programme, notamment grâce à nos invitéEs et nos soirées. Donc saisissez votre agenda, marquez avec soin les dates de l'Université d'été dans celui-ci (accueil le samedi 23 août après-midi, départ le jeudi 27 après le petit-déjeuner) et dès que la plaquette d'inscription sera disponible – d'ici quelques jours en ligne sur le site du NPA –, n'oubliez pas de vous inscrire!
Commission Université d'été

Essai

La gauche et l'oubli de la question démocratique

De Manuel Cervera-Marzal, préfacé par Olivier Besancenot, Éditions d'ores et déjà, 2014, 6 euros.

Dans sa préface, Olivier Besancenot résume dans une formule percutante la situation actuelle : « cadennassée par les chaînes d'un État qui protège les accapareurs du capital, la démocratie finit vitrifiée ». Le point de départ, volontiers provocateur, de l'auteur, c'est que nous ne vivons pas, en France et dans les sociétés bourgeoises en général, en démocratie, mais en oligarchie... Celle-ci est une forme de pouvoir distincte aussi bien des dictatures totalitaires que d'une vraie démocratie. Il s'agit d'un système où le pouvoir est monopolisé par une petite clique de politiciens professionnels, une élite de prétendus « représentants du peuple » qui ne représentent qu'eux-mêmes. À cela il faut ajouter qu'un ensemble de questions primordiales – que produire ? comment sont réparties les



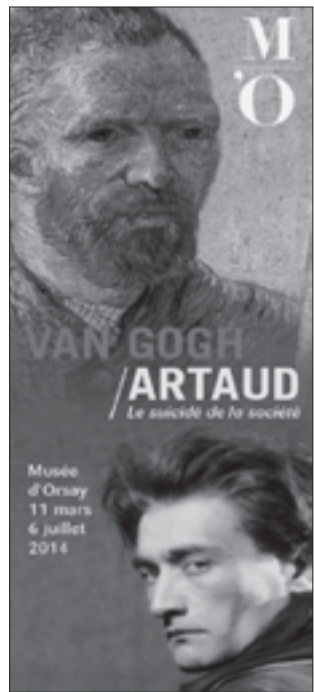
richesses ? – échappe entièrement au pouvoir politique, les décisions étant prises par une clique d'exploiteurs et de privilégiés. Cette question, la transformation de la démocratie, dans le cadre du capitalisme – notamment néolibéral – en coquille vide, est essentielle. Contrairement à l'auteur, elle me semble plus importante que celle de la professionnalisation des élus...

«Droit à l'insurrection»

Pour Cervera-Marzal, l'alternative est la démocratie directe, ce qui implique une relocalisation du pouvoir dans des lieux de vie, de travail ou d'étude, selon le principe de subsidiarité. Certes, des formes de délégation, à l'échelle nationale ou continentale, sont inévitables, mais il faut éviter l'autonomisation des délégués par des

procédures comme le tirage au sort, la rotation des charges, la révocabilité. L'exemple à suivre est celui de la Commune de Paris, de la Barcelone libertaire de 1935-37 et les zones auto-gérées du Chiapas zapatiste. L'argument le plus intéressant de cette sympathique brochure me semble être celui qui insiste sur la dimension « insurgente », désobéissante, contestataire, d'une démocratie véritable, reconnue, sous la forme de « droit à l'insurrection », par la Constitution de 1793. Contrairement à une certaine gauche qui croit à la « fin de l'histoire », la révolte garde sa place aussi « après la révolution ». La démocratie est par principe en excès sur elle-même, elle ne peut exister que dans une tension dialectique permanente entre révolte et Constitution. Comme le rappelait le grand historien américain Howard Zinn, « les événements les plus atroces de l'histoire – guerres, génocides et esclavage – doivent plus à l'obéissance aveugle qu'à la désobéissance ». Impitoyable avec le Parti socialiste, devenu le fer de lance de la réaction néolibérale, l'auteur porte ses espérances sur la gauche radicale représentée par les libertaires, les marxistes révolutionnaires (NPA, LO) et les mouvements sociaux contestataires. **Michael Löwy**

Exposition



« Van Gogh / Artaud, Le suicidé de la société »

Musée d'Orsay (Paris), jusqu'au 6 juillet 2014.

Non, ce n'est pas une confrontation de plus entre deux grands artistes, le poète qui dessine et le peintre qui a beaucoup écrit, mais une exceptionnelle expo de Vincent Van Gogh, intelligemment mis en scène sur de beaux textes issus du livre d'Antonin Artaud *Van Gogh le suicidé de la société*, qu'il a écrit d'un jet en 1947. Cri de colère : Van Gogh n'est pas fou, il a été tué par son psy. Véhémente défense à cinquante ans d'intervalle de

celui en qui Artaud voyait son double : une même expérience d'enfermement pour troubles psychiatriques, quoique vécus très différemment ; un même goût pour les autoportraits, à l'instar de Schiele, de Bacon. Mais s'il y a dans les dessins torturés, raturés, d'Artaud, une exaltation et une souffrance extrême – têtes sans tronc, corps transpercés par les électrochocs, membres dépecés –, on perçoit chez Vincent une calme sérénité, une profondeur vaguement inquiète.

Un accrochage subtil

Mis de côté les épisodes anecdotiques de l'individu Vincent : la révolte contre le système marchand de l'art, la rupture avec la religion, la violence contre Gauguin, l'enfermement psychiatrique, la non-reconnaissance de son vivant qui ont contribué à en faire un archétype caricatural du peintre maudit. Évitées également les dissertations sur les thèmes art et folie, psychanalyse et génie créateur. Pas un texte de Heidegger ni de Derrida, même sur *les Souliers* dont une paire est exposée. Seules accompagnent l'accrochage les belles citations d'Artaud, enflammées, convulsives, aux expressions aussi flamboyantes que les couleurs des toiles qu'il décrit. Place à la seule peinture, à la vérité chère à Cézanne, au sens et à la jouissance selon Lacan de ces « paysages convulsionnaires », cette « orangeuse lumière » et « sur ses toiles de quatre sous (...) la couleur roturière des choses, mais si juste, si amoureuxment juste qu'il n'y a pas de pierres précieuses qui puissent atteindre à sa rareté ». La jouissance pure en une quarantaine de peintures et une quinzaine de dessins, un exploit, pour la plupart archi-connus : *le Fauteuil de Gauguin*, *la Nuit étoilée*, *la Chambre de Vincent*, *l'Église d'Auvers-sur-Oise*, *6 Autoportraits* et de splendides paysages tel *les Champs de blé près d'Auvers* mais aussi quelques petites toiles et de sublimes dessins à l'encre et roseau. Seul manque *le Champ de blé aux corbeaux*, dans lequel on peut néanmoins s'immerger sur grand écran au son du texte d'Artaud. **Ugo Clerico**

Web documentaire

Marx est de retour

Série en quatre chapitres

Marx est de retour se passe dans l'Argentine actuelle, traversée par la crise économique. Les ouvriers d'une usine subissent le chômage partiel et des licenciements. Une partie s'organise pour lutter en dépit des dirigeants syndicaux. Parmi eux, Martin, protagoniste de l'histoire, qui se retrouve à lire *le Manifeste communiste* et à « rencontrer » Karl Marx, dans un mélange de rêve et de réalité. Les idées révolutionnaires de Marx sur les classes sociales, la crise, l'État et le communisme feront ainsi leur apparition dans le récit. L'acteur renommé Carlos Weber joue le rôle de Marx au côté d'un groupe de jeunes acteurs issus du milieu du théâtre indépendant argentin. L'outil audiovisuel est

mis au service de la transmission des idées marxistes et la formation d'une nouvelle génération militante qui se forge dans le réveil en cours du mouvement ouvrier argentin et sous l'influence des organisations de la gauche révolutionnaire. **Daniela Cobet**

4 épisodes sous-titrés en français sur www.tvpts.tv



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA **librairie** la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

Cinéma

Joe de David Gordon Green
Avec Nicolas Cage, Tye Sheridan et Gary Poulter. Sortie le mercredi 30 avril.

Les fans de l'écrivain Larry Brown (décédé en 2004 et frère de plume de Bukowski), dont le film est tiré, resteront un peu sur leur faim. Le réalisateur n'a pas totalement su rendre l'épaisseur d'un roman qui se situe en Floride. Le scénariste Hawkins l'a déplacé au Texas, nulle importance car tout ici n'est que chaleur, laideur, misère et poussière ! L'ex-taulard Joe Ransom essaie d'oublier son passé en ayant la vie de monsieur tout-le-monde. Mais le jour où Gary, un gamin de 15 ans arrive en ville, cherchant désespérément un travail pour faire vivre sa famille – un père criminel, alcoolique et dictatorial qui a violé sa fille avec le consentement de la mère –, Joe voit là l'occasion d'expier ses péchés et de devenir, pour une fois dans sa vie, important pour quelqu'un. Le chemin de la rédemption biblique se présente : il prend Gary sous son aile et va, comme dans un western crépusculaire, sauver ce qu'il peut. Le père immonde est interprété par Gary Poulter, un SDF vaguement figurant dans des séries télé à la fin des années 1980, sur le point d'enchaîner avec un autre film quand la police l'a retrouvé noyé dans un lac... *Joe*, qu'il n'a pas eu le temps de voir fini, lui est dédié. Gary est interprété par Tye Sheridan déjà vu dans *Mud*, un autre film sur l'Amérique des déclassés, et Joe, par Nicolas Cage, qui se souvient qu'il a été un grand acteur. Le chien est interprété par « le chien » et c'est lui qui s'en sort peut-être le mieux ! **Sylvain Chardon**

Night moves de Kelly Reichardt
Avec Jesse Eisenberg, Dakota Fanning et Peter Sarsgaard. Sortie le mercredi 23 avril

Quand l'écologie s'invite dans la fiction... La conquête de l'Ouest est terminée depuis belle lurette, et si dans ce film, la nature est présente de très belle manière, ce n'est pas exactement à la manière dont les grands espaces ont été magnifiés à travers le western. Nous sommes dans l'Oregon, l'État des plus grandes forêts, celles de la série télévisée *Twin Peaks* ou des séquoias de *Sueurs froides* d'Alfred Hitchcock. Les trois jeunes protagonistes de l'histoire ont délaissé le cheval pour des pick-up : c'est qu'un siècle et demi de capitalisme, forcément intensif, de productivisme, sont passés par là. Des barrages en enfilade ont rendu la vie impossible au saumon. Josh et son amie Dena sont des militants écologistes. Ils rejoignent Hamon pour « passer à l'action ». Et c'est le basculement dans une autre réalité, une réalité dramatique. La réalisatrice pratique un cinéma de la modestie, de la simplicité, de la précision aussi. Elle laisse du temps à ses personnages pour exister vraiment. Un regard précieux. **Fernand Beckrich**





L'Anticapitaliste | Libre expression

migreurop **“ Les États européens soutiennent une politique meurtrière en prônant le renforcement des contrôles aux frontières ”**



Entretien. Chercheur à Migrinter (Université de Poitiers), Olivier Clochard est le président de Migreurop, un réseau européen et africain de militantEs et chercheurEs dont l'objectif est de lutter contre la généralisation de l'enfermement des étrangers et la multiplication des camps, un dispositif au cœur de la politique d'« externalisation » de l'Union européenne... Nous revenons avec lui sur les politiques migratoires mises en œuvre par l'Union européenne, dont la France de Hollande et Valls.

Comment caractérises-tu l'évolution de la politique extérieure migratoire de l'Union européenne ?

Depuis le traité d'Amsterdam en 1998, l'harmonisation des politiques migratoires européennes a engendré un renforcement et une externalisation des contrôles migratoires, notamment dans les pays d'origine et de transit comme le Maroc, la Turquie voire l'Ukraine. Un des premiers dispositifs auxquels de nombreux ressortissants dans le monde – souhaitant venir dans un pays de l'Union – sont confrontés, c'est la demande de visa. Pour cela, il y a tout un ensemble de documents à fournir (contrat de travail, dernières fiches de paie, relevé du compte bancaire, attestation d'hébergement, etc.) et un coût de 60 euros¹ qui n'est pas négligeable². Face à ce dispositif, des personnes qui ont de faibles ressources ou une situation moins stable et n'ont d'autre souhait que de rendre visite à leur famille ont parfois les pires difficultés à obtenir ce fameux sésame. Alors que celles et ceux qui ont des moyens financiers sont bien moins concernés et le cas échéant auront davantage de facilités à surmonter ces obstacles administratifs. Ces diverses situations nous apprennent que si les migrations dans le monde sont de plus en plus entravées – on n'a jamais autant construit de murs depuis la chute du mur de Berlin en 1989 – les mobilités internationales sont également marquées par des rapports de classes engendrant une mondialisation différenciée des migrations.

Sur le plan du renforcement des contrôles dans les pays tiers, il y a aussi les agents de liaison « immigration », des officiers de différents ministères de l'Intérieur détachés dans les pays extérieurs à l'UE qui ont également pour objectif d'inciter les autorités de ces États à collaborer à la politique européenne d'immigration sous peine de ne pas recevoir certaines aides financières dans d'autres secteurs comme l'aide au développement. Dans ce processus, les acteurs privés sont également de plus en

plus présents. Si les compagnies de transports ont été mises à contribution dès les années 1990 sous peine de sanction financière, de grandes firmes internationales comme Thalès, G4S, BAE Systems tirent par contre une partie de leurs profits financiers de dispositifs de contrôles migratoires destinés à entraver la circulation des personnes. Alors qu'auparavant, ces mêmes entreprises avec d'autres dans le monde bien évidemment, ont fait en sorte, par le biais de divers lobbying, que les flux financiers et les échanges économiques circulent plus facilement. À chacun sa conception de la mondialisation !

Enfin il y a l'agence européenne Frontex qui coordonne des opérations de surveillance aux frontières extérieures. Elle passe également des accords avec les autorités de pays tiers sans que ces ententes soient ratifiées par le Parlement européen alors que le traité de Lisbonne le prévoit. C'est aberrant de signer de tels accords avec des régimes dictatoriaux comme la Biélorussie ou de voir qu'aujourd'hui les accords de réadmission avec l'Ukraine n'ont toujours pas été suspendus par la Commission.

Quelles alternatives propose Migreurop aux gouvernements européens qui prônent l'urgence – encore et toujours – de renforcer les murs et les contrôles ?

Depuis plus de quinze ans, les États européens soutiennent une politique meurtrière en prônant le renforcement des contrôles aux frontières pour mieux lutter contre l'immigration « irrégulière ». Pour preuve, depuis la création de Frontex en 2005 qui dispose pour ce faire de patrouilles, notamment en Méditerranée, le nombre de morts n'a cessé d'augmenter : de moins de 1000 en 2005, il est passé à plus de 2000 par an aujourd'hui. Par ailleurs, on assiste à une criminalisation de l'entrée irrégulière des migrants : le nombre de centres d'enfermement ne cesse d'augmenter. De 2000 à 2011, on est passé de 342 à 420 camps dans

les pays de l'UE et les États voisins³. Ce type de politique a pour effet de développer des fantasmes autour de la migration « irrégulière », laissant croire à des flux importants. Si à l'échelle d'une île comme Lampedusa ou d'un territoire comme Ceuta, cela peut représenter un pourcentage relativement important de la population, à l'échelle de l'Union européenne, cela demeure un petit phénomène. Les déclarations politiques sur la migration ont souvent été très éloignées de la réalité.

En conséquence, au sein de Migreurop, il nous paraît important de changer les politiques migratoires actuelles. Les partenariats passés entre les États européens et les pays voisins doivent reposer sur une véritable équité, c'est-à-dire que les ressortissants des pays concernés aient les mêmes possibilités d'aller et venir. Par ailleurs, les pays européens ont ratifié des conventions internationales comme la Convention de Genève de 1951 sur le statut de réfugié qui permet à celles et ceux qui recherchent une protection de pouvoir entrer dans un pays sans forcément avoir un document de voyage en règle. Les autorités doivent en conséquence s'engager à respecter ces principes. Enfin, Migreurop demande la fermeture de l'ensemble des lieux d'enfermement pour migrants qui non seulement sont une source permanente de violation des droits fondamentaux mais contribuent aussi, aujourd'hui, à enrichir des actionnaires de grandes multinationales comme Bouygues, Vinci ou GDF Suez.

La France est souvent vue comme un « pays moteur » dans l'élaboration des politiques migratoires européennes. Qu'en est-il depuis l'arrivée de la gauche au gouvernement ?

Sur le plan intérieur, il y a très peu de changement, le ministère de l'Intérieur poursuit les actions entreprises par les gouvernements précédents. Si le vote des étrangers aux élections locales accapare les pages de certains médias, il n'a toujours pas été mis

en place alors que c'était l'une des promesses de François Hollande et que cette disposition existe dans de nombreux pays européens comme en Suède, en Finlande ou aux Pays-Bas⁴. Sinon on n'a jamais autant démantelé de camps de populations vulnérables parmi lesquelles il y a des Roms mais pas uniquement. Il y a aussi parfois des citoyens français et européens qui n'ont d'autre choix que de vivre dans ces campements informels. Le nombre d'expulsions forcées du territoire est passé de 19 328 en 2011 à 21 841 en 2012. La situation dans la région de Calais demeure inchangée depuis décembre 2002, date à laquelle le camp de Sangatte – mis en place par le gouvernement socialiste de Lionel Jospin – a été détruit. Ce camp n'était pas la panacée mais les lieux et les conditions dans lesquelles les autorités poussent les migrants à vivre aujourd'hui s'apparentent à de véritables traitements inhumains et dégradants. Des associations et le conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais œuvrent dans la région pour améliorer l'existence de ces hommes, femmes et enfants qui y transitent. Ils envisagent également de demander une renégociation voire une mise à plat des accords qui lient le Royaume-Uni, la Belgique et la France, et sont responsables en partie de cette situation.

Cela pourrait être une tâche des prochains eurodéputés pour apporter un réel changement à cette situation migratoire que l'on retrouve également sous d'autres formes aux frontières grecques.

Propos recueillis par François Brun

- 1 – Pour un visa Schengen d'une durée inférieure à trois mois.
- 2 – Par exemple, pour l'achat d'un visa court séjour, un Indien devra travailler près de 67 heures alors qu'un ressortissant de Dubaï ne travaillera que 8 heures pour payer le prix d'un visa Schengen...
- 3 – Cf. Migreurop (2012) La mise à l'écart des migrant-e-s source permanente de violation des droits fondamentaux, <http://www.migreurop.org/article2216.html>
- 4 – Au total, treize des 28 États de l'Union européenne autorisent les étrangers à voter lors des élections locales.

Vu ailleurs

basai **DROIT A L'AVORTEMENT.**
Plus de 130 établissements de santé pratiquant l'IVG ont été fermés en dix ans. Compte tenu également de la « réduction du nombre de personnel ces dernières années, l'IVG peut être considérée dans certaines structures comme une variable d'ajustement. Ainsi, l'offre s'est progressivement concentrée sur un nombre réduit d'établissements de santé », déplore le Haut Conseil à l'Égalité. Aujourd'hui, 5% des établissements effectuent près d'un quart des IVG, alors que la demande reste stable. « Cette concentration de l'offre entraîne un effet de saturation dans les territoires concernés, pouvant conduire pour les femmes à des délais de 15 jours avant d'obtenir la première consultation. » La Haute Autorité de Santé recommande une prise en charge de l'IVG dans les 5 jours après la première demande. En 2007, seul un quart des IVG ont été pris en charge dans les 6 jours. [...] Il est enfin des établissements qui refusent tout simplement de pratiquer l'avortement. Faute de matériel et de formation, dit-on. Faute de volonté aussi. En effet, si un médecin n'est jamais tenu de pratiquer une IVG – il peut faire valoir sa clause de conscience –, il doit informer, sans délai, l'intéressée de son refus et lui communiquer immédiatement le nom de praticiens susceptibles de réaliser cette intervention. Ce n'est pas systématiquement fait, constate le Haut Conseil à l'Égalité. [...] La difficulté devient maximale quand la patiente est enceinte de 10 à 12 semaines. En Île-de-France, 40 des 56 établissements interrogés lors d'une enquête universitaire refusent la prise en charge de ces IVG. En Auvergne, c'est 30% des établissements. En Corse, 100%. Les pouvoirs publics restent étonnamment ambigus à ce sujet. Les orientations nationales des Schémas régionaux d'organisation des soins se contentent de recommander la présence à minima d'un établissement de santé en mesure de pratiquer ce type d'IVG par territoire de santé. Ces territoires, définis par les Agences régionales de santé, peuvent recouvrir un département, voire une région entière. Ce n'est pas ce qu'on appelle un service public de proximité.

« L'IVG en France : un véritable parcours d'obstacles pour des femmes souvent isolées », Elsa Fayner, *Bastamag*, 7 mai 2014

S'abonner à l'Anticapitaliste

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire : _____

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

	Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 18 € <input type="checkbox"/> 1 an 36 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org